

Les Européens
savaient, conclut
l'enquêteur Dick Marty

Page B 1



Mario Lemieux
annonce sa retraite

Page B 6

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCVII N° 14

LE MERCREDI 25 JANVIER 2006

87c + TAXES = 1\$



J.P. MOCZULSKI REUTERS

Stephen Harper a été chaudement accueilli lors de son arrivée à Ottawa hier. Le chef conservateur s'est dit «en pleine forme» au lendemain de sa victoire.

Harper prépare déjà la transition

La Chambre pourrait être rappelée à la mi-mars

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le nouveau premier ministre désigné par les Canadiens, Stephen Harper, a commencé hier soir ses premières réunions avec son équipe de transition, dirigée par l'ancien chef de cabinet de Brian Mulroney et ex-ambassadeur à Wa-

shington, Derek Burney. Les cinq membres officiels de l'équipe et les quelques conseillers informels du chef conservateur se pencheront sur tous les dossiers imaginables qu'implique la passation des pouvoirs pendant les 10 à 15 prochains jours. Une tâche colossale qui représente plus qu'une simple cérémonie, puisque la droite n'a pas dirigé le

pays depuis 13 ans. Le processus officiel de passation des pouvoirs sera évidemment au menu, mais aussi les dizaines de nominations à faire, les changements de personnel, la formation du cabinet, l'arrimage de la plateforme électorale à la réalité de l'appareil étatique, etc.

VOIR PAGE A 8: HARPER

Même Dion serait de la course

Les successeurs possibles de Paul Martin s'accumulent

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — La course au leadership est à peine mise en branle par le Parti libéral que déjà les candidatures potentielles s'accumulent. La dernière en date: celle de Stéphane Dion, réélu lundi soir dans sa circonscription de Saint-Laurent-Cartierville. Le ministre sortant de l'Environnement et le père de la loi sur la clarté songe à se présenter à la succession de Paul Martin.

«Personne ne l'écarte vraiment. Tout le monde va se demander: suis-je papabile et pourquoi je le ferais? Que pourrais-je apporter? Ce n'est pas rien d'être chef du Parti libéral du Canada. Il faut réfléchir à tout cela à tête reposée et ce n'est pas le lendemain d'une élection que ça va se déterminer», a expliqué Stéphane Dion au cours d'un entretien téléphonique. Interrogé sur son intérêt à se lancer dans la course, il répond: «Potentiellement, si j'en ai le potentiel.» Mais il enchaîne rapidement avec ce qu'il considère comme les trois critères nécessaires pour être un bon chef,



Stéphane Dion

VOIR PAGE A 8: DION

■ Autres textes en pages A 2, A 3 et C 8 ■ Les résultats du scrutin, page A 4 ■ Extraits des discours de Stephen Harper, page A 7

Élections fédérales

Le «mystère de Québec» expliqué

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — «Mais qu'est-ce qui se passe à Québec?» La question était fréquente lundi soir et hier, après que la capitale nationale a choisi, contre toute attente, de troquer, dans toutes ses circonscriptions sauf une, le bleu bloquiste par le bleu conservateur, avec une petite touche de gris «indépendant» dans Portneuf. Après le faible OUI de 1995 (qui, selon certains, a fait échouer l'option souverainiste), la débâcle des péquistes en 2003, les 12 référendums sur les défusions de 2004, les multiples crises de la radio trash, on se demande s'il n'y a pas un «mystère de Québec». «Ce n'est pas uniquement un vote réactionnaire, comme le vote créditiste à une

VOIR PAGE A 8: MYSTÈRE

INDEX

Annonces	B 2	Éditorial	A 6
Avis publics	B 6	Idées	A 7
Bourse	C 4	Météo	B 6
Carrières	C 3	Monde	B 1
Culture	C 8	Mots croisés	B 6
Décès	B 2	Sudoku	B 2
Économie	C 1	Télévision	C 7

Place à la «nation» catalane

L'Espagne s'oriente vers un État multinational

CHRISTIAN RIOUX

Paris — La reconnaissance nationale que cherchent depuis longtemps un grand nombre de Québécois serait-elle à portée de main des Catalans? Si l'on en croit l'accord politique intervenu cette semaine, les sept millions de Catalans sont sur le point d'être reconnus officiellement comme nation à part entière au sein de l'État espagnol. L'accord signé par le premier ministre espagnol José Luis Zapatero et les représentants de cette région autonome non seulement leur attribue des compétences nouvelles et de nouveaux pouvoirs de taxation, mais il stipule aussi que la Catalogne est une «nation».

«L'Espagne ne se rompt pas et la Catalogne n'avance pas non plus vers les eaux turbulentes de la sécession»

À l'issue de trois mois de négociations intensives, Madrid et Barcelone sont finalement parvenus à s'entendre. «La Catalogne progresse dans son autonomie sans que l'Espagne se rompe», a affirmé Artur Mas, qui dirige la formation nationaliste catalane Convergència i Union. Partisan d'une «Espagne plurielle», le premier ministre José Luis Zapatero réalise ainsi une de ses principales promesses électorales. A ceux qui accusaient le Parti socialiste de vouloir «démembrer» le pays, le vice-premier ministre espagnole, María Teresa Fernández de la Vega, a répondu que cette entente favorisait une «Espagne mieux charpentée, plus coopé-



CESAR RANGEL AGENCE FRANCE-PRESSE

Des enfants drapés des couleurs de la Catalogne, à Barcelone, le 11 septembre dernier, jour de la fête nationale catalane.

Et plus solidaire». Les socialistes au pouvoir à Madrid sont d'autant plus déterminés à faire entériner cet accord par le Parlement que la majorité de l'actuel gouvernement dépend de ses alliés catalans.

Loin d'être une simple entente administrative, comme celles que signent Québec et Otta-

wa, la loi «organique» que s'apprête à faire voter le premier ministre José Luis Zapatero «créé un nouveau statut national pour la Catalogne», dit le constitutionnaliste catalan Juan Marcat. Ancien député socialiste et professeur à l'Université autonome de Barcelone, Marcat estime que «l'Espagne admet ainsi que toutes les régions du pays ne sont pas sur le même pied. Certaines, comme les Basques et les Catalans, se perçoivent comme des nations, d'autres pas. C'est une évidence que démontrent tous les sondages».

La presse catalane a généralement salué cet accord qui rapproche encore un peu plus l'Espagne d'un État multinational. «L'Espagne ne se rompt pas et la Catalogne n'avance pas non plus vers les eaux turbulentes de la sécession», écrit le quotidien nationaliste modéré *La Vanguardia*. «Enfin un nouveau statut», titre le grand quotidien de centre gauche de Madrid, *El País*. Seule la presse de droite a déploré cette entente. Selon *ABC*, l'Espagne serait même au bord de l'«implosion».

Pour Juan Marcat, la réalité est beaucoup moins dramatique. «Madrid vient simplement d'abandonner l'idée que toutes les régions autonomes d'Espagne sont identiques et égales. En abandonnant définitivement le rêve d'harmoniser les compétences, le pays progresse sur la voie d'un fédéralisme à la carte ou "asymétrique", pour utiliser une expression canadienne.» Le changement est d'autant plus marquant que la Constitution définit toujours l'Espagne comme «la patrie commune et indivisible de tous les Espagnols».

Cet accord, que les Catalans ratifieront par référendum (probablement en juin), est le résultat de deux ans de négociations à Barcelone et à Madrid. Elus en 2004, les socialistes de Pasqual Maragall avaient aussitôt réuni tous les partis nationalistes (Convergència i Union

VOIR PAGE A 8: CATALOGNE

Les airs
de Dompière

11h30

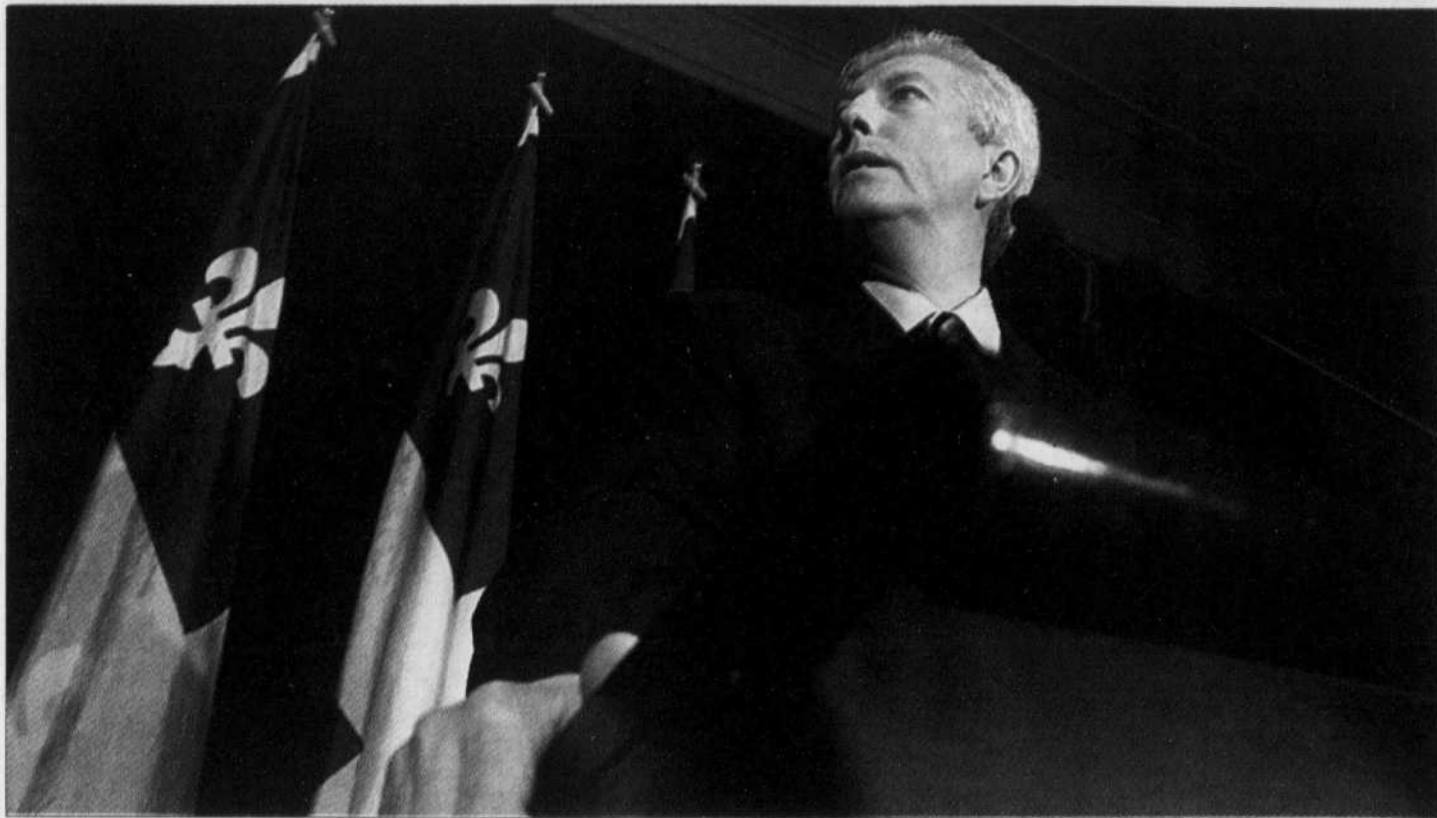
Du lundi au vendredi



ESPACE
MUSIQUE
100,7 FM

www.radio-canada.ca/radio

• POLITIQUE •



Gilles Duceppe a brièvement commenté la décision de Paul Martin de quitter la direction du PLC en disant notamment qu'«on m'a déjà dit que ça prenait un gros ego et beaucoup d'humilité» pour diriger un parti politique.

Layton tentera de s'entendre avec les conservateurs

LES PERREAUX

Toronto — Les néo-démocrates tenteront de trouver un terrain d'entente avec le nouveau gouvernement conservateur, mais, selon le chef Jack Layton, ce ne sera pas tâche facile.

«Il existe de profondes différences, mais il est toujours possible de trouver des solutions, des compromis au sein d'une communauté, afin d'obtenir des résultats, a-t-il déclaré hier, dans un point de presse. Il y a toutes sortes d'objectifs possibles [...] j'imagine que nous pourrions en atteindre certains ensemble.»

De l'imagination, le Nouveau Parti démocratique (NPD) en aura besoin pour trouver un moyen de soutenir quoi que ce soit d'un gouvernement formé par la droite, particulièrement parce qu'il n'a pas réussi à obtenir ce qu'il souhaitait au scrutin, c'est-à-dire la balance du pouvoir au Parlement.

Le NPD a obtenu 29 sièges aux élections de lundi, une augmentation appréciable comparativement aux 19 députés élus en 2004. Mais il manque tout de même quelques sièges aux néo-démocrates pour être les garants de la réussite des projets de loi conservateurs.

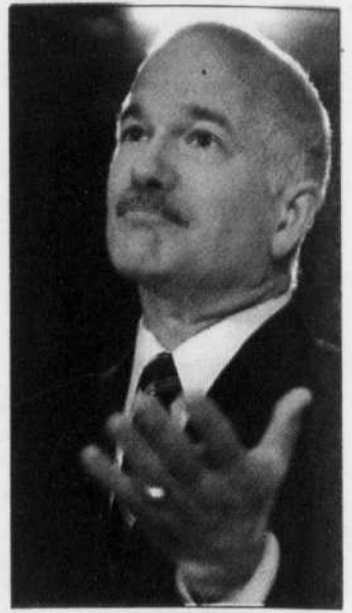
Toutefois, selon Jack Layton, le nombre de sièges à Ottawa importe peu.

«Je crois que l'on donne trop d'importance à cette question du nombre précis de sièges, et je crois que je peux le dire d'expérience.»

Il a ajouté que l'unique siège qui manquait au NPD pour avoir la balance du pouvoir après les élections de 2004 n'a pas empêché son parti de soutenir plusieurs millions de dollars en concessions budgétaires au gouvernement libéral.

«Je crois que nous pouvons accomplir plusieurs choses bien que certains soutiennent que nous n'avons pas le nombre nécessaire de députés pour le faire», a-t-il ajouté.

Le chef néo-démocrate a d'ailleurs rappelé avec fierté que



MIKE CASSESE REUTERS
Jack Layton est satisfait d'avoir augmenté de 2 % les appuis à son parti. Le NPD a fait élire 29 candidats, 10 de plus qu'aux élections de 2004.

son parti a obtenu 500 000 nouveaux votes: une augmentation de près de 2 %.

Jack Layton a du même coup rejeté la responsabilité d'avoir provoqué des élections qui ont ouvert la voie à un gouvernement conservateur.

La plupart des gains du NPD ont été réalisés en Ontario et en Colombie-Britannique, où le parti a presque doublé son nombre de sièges.

Les néo-démocrates ont fait quelques percées dans la région de Toronto, notamment la victoire d'Olivia Chow, la conjointe de Jack Layton.

Quelques candidats-vedettes, comme l'ancien premier ministre du Manitoba Ed Schreyer, l'ancien député Svend Robinson et l'économiste Paul Samsonville, ont toutefois mordu la poussière.

Presse canadienne

Duceppe est fier des résultats

Le Bloc québécois détient la balance du pouvoir même s'il a moins de députés et que son pourcentage d'appuis a diminué

KATHLEEN LÉVESQUE

Gilles Duceppe nie que les résultats électoraux constituent un recul pour le Bloc québécois. Au lendemain du scrutin, le chef bloquiste a plutôt choisi de mettre l'accent sur la balance du pouvoir qu'il détient et la percée réalisée auprès des Québécois issus de l'immigration.

Même si le Bloc québécois a perdu trois sièges et vu l'appui populaire réduit globalement de 7 % par rapport aux élections de 2004, M. Duceppe estime que son parti a fait bonne figure. «C'est le Bloc qui a la balance du pouvoir. C'est pas une petite chose», a soutenu M. Duceppe.

Ce dernier a également insisté sur la «percée historique» du Bloc en

Outaouais, mais aussi au sein des communautés culturelles. C'est notamment le cas dans Papineau, où l'ancien ministre Pierre Pettigrew a mordu la poussière. Moins de 50 % des citoyens de cette circonscription sont de langue française.

A l'inverse, neuf circonscriptions de la région de Québec, de la Beauce et des Bois-Francs, très majoritairement francophones, ont tourné le dos au Bloc; les électeurs ont plutôt opté pour les valeurs véhiculées par les conservateurs. Gilles Duceppe a refusé d'interpréter les résultats, affirmant vouloir prendre le temps de comprendre la situation. «On analysera la situation à Québec, enjeu par enjeu», a dit M. Duceppe.

Le nouveau caucus des 51 députés

bloquistes se réunira demain pour la première fois. Le bilan de la campagne viendra par la suite. «Il y a indéniablement un vent de changement qui a déferlé sur le Canada et on y a très bien résisté», s'est borné à commenter M. Duceppe.

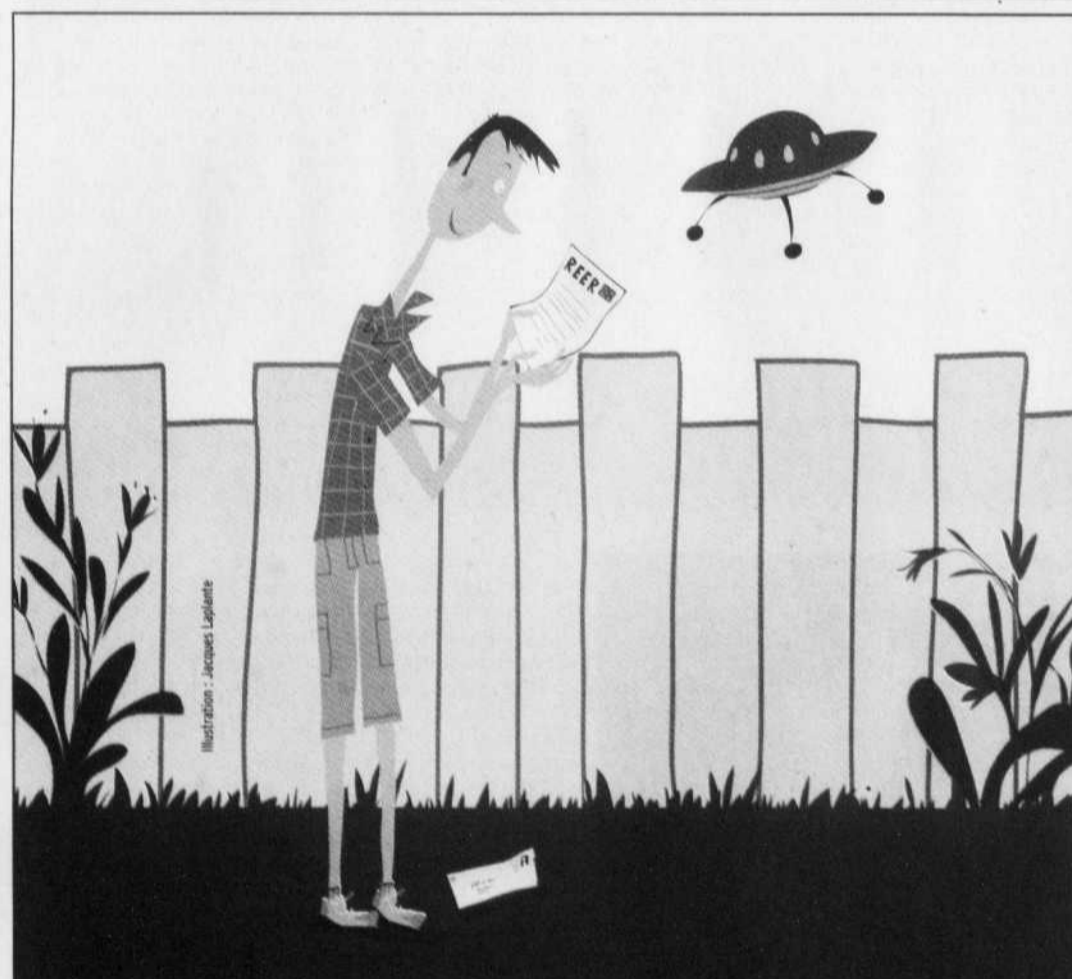
En ouverture de la conférence de presse, le chef bloquiste a repris l'essentiel de son discours de la veille sans toutefois le ton agressif. Il a notamment souligné que Stephen Harper avait le fardeau de la preuve pour ce qui est de son engagement à régler le déséquilibre fiscal. Il a répété que le nouveau premier ministre trouverait le Bloc à ses côtés s'il démontrait une véritable volonté d'avancer sur cette voie.

M. Duceppe a par ailleurs très

brièvement fait des commentaires sur la décision de Paul Martin de quitter la tête du Parti libéral du Canada. «Derrière les hommes politiques, il y a des êtres humains. M. Martin croit en ce qu'il fait. Il l'a fait avec toute son énergie. Il vit une situation qui n'est pas facile et je respecte ça», a-t-il dit. Puis il a ajouté: «On m'a dit un jour que ça prenait un gros ego et beaucoup d'humilité.»

Quant au fait que Gilles Duceppe ait prononcé son discours lundi soir sans attendre la fin de celui de Paul Martin, le chef bloquiste était visiblement mal à l'aise. «Je croyais qu'il avait terminé. Il y a eu plusieurs problèmes techniques. [...] Avoir su, on aurait attendu», a-t-il laissé tomber.

Le Devoir



LES REER D'ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC VONT VOUS SURPRENDRE

PLUS RENTABLES ET PLUS FLEXIBLES QUE VOUS NE LE CROYEZ

Obligations à taux progressif

- De 3,10 % à 6,50 %
- Remboursables annuellement à la date anniversaire

Obligations à taux fixe

- Entre 3,10 % et 4,25 %
- Choix de termes de 1 à 10 ans

Obligations boursières

- Rendement selon l'indice Québec-30*
- Choix de termes de 5 et 10 ans

BONI DE 1%

la première année pour les nouveaux fonds REER*

1 800 463-5229

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, ainsi que les samedis de février, de 10 h à 16 h.

Pour en savoir plus sur nos produits, visitez le www.epq.gouv.qc.ca

Épargne Placements Québec

*Pour les Obligations boursières, le boni de 1 % est applicable sur le capital investi.

Les écologistes promettent d'avoir Harper à l'œil

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Les grands groupes environnementaux du Québec ont averti hier le gouvernement Harper de ne pas oublier que deux Canadiens sur trois, et davantage au Québec, ont voté pour des partis favorables au protocole de Kyoto et pour une défense soutenue de l'environnement.

Prenant acte des résultats du vote et du taux accru de participation au scrutin, Équiterre, Greenpeace, le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ), l'Association québécoise de lutte à la pollution atmosphérique (AQLPA) et Vivre en ville ont souligné dans un communiqué commun que «la question du respect du protocole de Kyoto a constitué un enjeu électoral important au cours de la campagne, au terme de laquelle une majorité de Canadiens a appuyé des formations politiques favorables au respect des engagements internationaux du Canada en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)». Il en résulte, disent-ils, qu'une «nette majorité de députés à la Chambre des communes» ont pour mandat d'appuyer le protocole de Kyoto et «une vision sociale et environnementale plutôt progressiste sur des

questions telles le soutien aux énergies vertes et l'aide internationale».

A court terme, soulignait Alexandre Turgeon, de Vivre en ville, le premier ministre Harper devra nommer un successeur à Stéphane Dion, élu par la communauté internationale pour diriger les négociations sur l'après-2012. Le successeur de Stéphane Dion, précisait Alexandre Turgeon, «devra faire preuve du même leadership sur la scène internationale». Hugo Séguin, d'Équiterre, ajoutait que Stephen Harper ne pourra attendre plus de quelques semaines pour que son futur ministre de l'Environnement assume non seulement ce mandat international «mais fasse aussi savoir aux Canadiens et au monde entier que le Canada restera membre de la communauté de Kyoto et que les engagements du Canada dans le protocole seront respectés, comme l'a exprimé la population majoritairement».

Pour Steven Guilbeault, «aucun répit, aucune lune de miel, aucune période de grâce ne sera accordé à Stephen Harper car, faute d'avoir fait preuve de vision et de clarté, il doit être talonné de près car il pourrait bien être tenté de laisser pourrir le dossier dans l'indifférence à un moment où il est impérieux de déposer devant le Parlement les projets de loi qui vont enclencher le plan national de lutte contre les

changements climatiques».

Harvey Mead, de Nature Québec, estime que ces élections sont dramatiques à deux égards pour le chantier des changements climatiques. Les conservateurs, dit-il, vont laisser aller les promoteurs du développement des sables bitumineux tout comme les libéraux l'ont fait et ils ne vont pas négocier avec le Québec un plan plus coûteux, plus généreux que celui qui a failli être signé durant la conférence internationale de Montréal.

Au Sierra Club du Canada, l'élection des conservateurs suscite les pires inquiétudes même si on est conscient que l'opposition pourra atténuer certaines aspérités. Selon le porte-parole, Daniel Green, l'élection des conservateurs signifie une exploitation sans frein des sables bitumineux et un feu vert au projet de pipeline du Mackenzie, rejeté dans les années 80 à la suite d'une enquête publique présidée par le juge Thomas Burger. «Dans l'Ouest», explique Daniel Green, on espère même que l'est du Canada en profitera pour se lancer dans l'exploration pétrolière et gazière. Et ce ne sont pas les libéraux, coincés dans une course à la chefferie pour une année, qui vont pouvoir empêcher les conservateurs d'aller de l'avant dans ce dossier».

Le Devoir

EN BREF



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Fierté haïtienne

Haïti Action Montréal et le Comité haïtien pour les élections fédérales 2006 avaient demandé aux électeurs de tenir le candidat Pettigrew, ministre sortant des Affaires étrangères, responsable du rôle joué par le Canada en Haïti. Pour bien marteler leur message, les deux groupes ont distribué des tracts, posé des affiches et tenu des manifestations à divers endroits où se présentait le candidat libéral en cours de campagne. «Je pense que nous avons eu un impact significatif dans la circonscription, et plus de Canadiens connaissent maintenant quel rôle désastreux joue le Canada en Haïti», a avancé Serge Bouche-reau, du Comité haïtien pour les élections fédérales 2006, dans un communiqué. «La défaite de Pettigrew est un avertissement à tout politicien qui voudrait jouer avec la vie de millions de personnes afin de faire plaisir aux États-Unis», a poursuivi pour sa part Yves Engler, d'Haïti Action Montréal. — Le Devoir

¿Cómo estás?

Maria ISABEL OTERO ESPEJO

Collection **EL MUNDO A MIS MANOS**

¿CÓMO ESTÁS?

ESPAÑOL

1^{re} année du 1^{er} cycle du secondaire

Cahier 1 (144 pages) 13,50 \$
Cahier 2 (178 pages) 25 \$

GUERIN, éditeur ltée
(514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

POLITIQUE

EN BREF

Le Conseil du patronat s'est inquiété hier de «l'instabilité» politique à la lumière des résultats électoraux. «Quand on a un gouvernement minoritaire, il y a souvent des considérations partiales qui prennent le dessus sur la gouvernance du pays. [...] Souvent il y a de la surenchère, malheureusement, il y a toujours des risques de voir la situation financière s'emballer», a expliqué la présidente par intérim de l'organisme, Diane Bellemare. La rigueur économique sera d'autant plus importante qu'Ottawa devra dégager des marges de manœuvre suffisantes pour régler le déséquilibre fiscal, a précisé Mme Bellemare. Le regroupement de grandes entreprises espère que le nouveau gouvernement mettra rapidement en vigueur l'abolition de la taxe sur les gains de capital et la réduction du taux d'imposition des entreprises, prévues dans la mise à jour économique de novembre et reprises par les conservateurs.

Le président de la FTQ, Henri Massé, s'est réjoui du fait que le PC a échoué dans sa tentative d'obtenir la majorité des sièges. Le chef conservateur aura ainsi la marge de manœuvre pour gouverner au centre, en calmant ses députés qui penchent plutôt du côté de la «droite radicale». «Minoritaire comme cela, cerné à gauche par le NPD et par le Bloc, je pense qu'il va falloir qu'il fasse attention», a affirmé M. Massé. Le dirigeant syndical, qui avait appuyé le Bloc québécois, n'est pas déçu de la percée du Parti conservateur aux dépens de la formation souverainiste: «[Gilles Duceppe] avait les yeux un peu trop grands. Avec le pourcentage qu'il avait et le nombre de sièges qu'il détenait, juste maintenant cela ou faire un peu moins, c'est déjà une bonne victoire.» Le syndicat entend vendre rendez-vous avec les nouveaux ministres dès leur assermentation, pour discuter entre autres d'aide financière pour l'industrie du bois d'œuvre et des façons de soutenir l'industrie du textile, malmenée par la concurrence de la Chine. La FTQ promet aussi d'avoir le gouvernement Harper à l'œil dans le dossier du déséquilibre fiscal, où il doit remplir une «grosse commande».



Henri Massé

La présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, a elle aussi promis de suivre ce gouvernement minoritaire «à la trace». Mme Carbonneau a pressé Stephen Harper d'honorer son engagement de régler le déséquilibre fiscal, tout en s'inquiétant des positions conservatrices en matière de péroration, qui pourraient désavantager le Québec. «Il n'est pas question de donner d'une main et de reprendre de l'autre. La CSN compte être très vigilante», a-t-elle plaidé, en espérant du même souffle que le nouveau gouvernement ne déchirera pas l'entente sur les services de garde qui accorde 1,25 milliard de dollars au Québec. La CSN s'est par ailleurs réjouie de constater «la très forte sanction que le Québec a livrée à l'égard des malversations, des scandales, du mépris et de la fermeture des libéraux fédéraux».

Le président des Travailleurs canadiens de l'automobile, Buzz Hargrove, qui avait invité les électeurs à appuyer tantôt les libéraux, le NPD ou le Bloc québécois pour barrer la route aux conservateurs, y est allé d'une nouvelle proposition hier. Il suggère aux trois partis d'opposition de conclure un «pacte» pour déterminer «les priorités progressistes cruciales qui doivent être protégées sous un gouvernement minoritaire conservateur». L'opposition lierait ainsi les mains de Stephen Harper en ce qui concerne l'entente sur les garderies, celle sur les autochtones, le protocole de Kyoto, la privatisation des soins de santé, le bouclier antimissile, l'avortement ou encore le mariage gai. Si le gouvernement venait à être défait par ce front commun, les trois partis pourraient, selon M. Hargrove, tenter de s'unir pour former à leur tour un gouvernement. «Ces élections ne sont que le début, et non la fin, de notre campagne pour sauver le Canada que nous aimons», a déclaré M. Hargrove.



Buzz Hargrove

Le gouvernement conservateur minoritaire et l'opposition bloquiste forment pour le Québec un «paysage géopolitique favorable» à cette lutte menée par le milieu de l'éducation pour un juste retour des transferts fédéraux en enseignement postsecondaire. Voilà la réflexion formulée hier par le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), François Vincent, au lendemain de l'élection. Si le chef du Parti conservateur a annoncé qu'il souhaitait mettre le nez dans le dossier du déséquilibre fiscal et a promis que l'éducation était au menu, «il n'a toutefois pas précisé la hauteur du montant» ni son échéancier, a ajouté M. Vincent, qui invite le nouveau gouvernement à maintenant faire dans le détail. Un sommet sur cette question, organisé par le Conseil de la fédération, doit avoir lieu à la fin février.

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, espère que Stephen Harper poursuivra le dialogue avec les différents groupes et élus municipaux à la recherche de nouvelles sources de revenus. «Nous avons noté avec satisfaction l'engagement du Parti conservateur de respecter la nouvelle entente qui a pris forme entre le monde municipal et le gouvernement du Canada», a signalé M. Tremblay dans un communiqué publié hier. Il a fait valoir que la Ville a besoin de «nouvelles sources de financement prévisibles à long terme pour être moins dépendante de nos revenus fonciers».

L'Union des municipalités du Québec a elle aussi plaidé en faveur de nouvelles sources de revenus pour investir dans les infrastructures. «Tout au long de la campagne électorale, [Stephen Harper] s'est engagé à respecter les ententes signées par les libéraux en ce qui a trait au partage de la taxe d'accise fédérale sur l'essence [1,15 milliard de dollars au cours des cinq prochaines années pour les municipalités québécoises]. Ces sommes sont essentielles au développement de nos communautés et à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens», a avancé M. Jean Perrault, président de l'Union des municipalités du Québec et maire de Sherbrooke, dans un communiqué.

Les dirigeants de l'Union des producteurs agricoles (UPA) espèrent que le gouvernement conservateur mettra en œuvre rapidement sa promesse de consacrer 755 millions en aide d'urgence aux producteurs de céréales coincés par «l'effondrement des prix dans ce secteur et les subventions déloyales accordées par certains pays concurrents». L'UPA s'attend à trouver à Ottawa des interlocuteurs sensibles aux préoccupations des agriculteurs, dans tous les partis. «L'UPA entend travailler indistinctement avec tous les élus qui auront à cœur de faire avancer les dossiers agricoles québécois», a souligné le président de l'UPA, Laurent Pellerin, dans un communiqué. M. Pellerin craint en outre que le nouveau gouvernement accorde aux producteurs de céréales de l'Ouest une plus grande marge de manœuvre quant à la commercialisation de leurs produits, ce qui se traduirait par un «affaiblissement de la position canadienne dans ce marché et une certaine contradiction par rapport à la position du Parti conservateur à l'égard de la gestion de l'offre».

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) promet que le gouvernement Harper l'aura «dans les pattes» s'il met une croix sur la somme de 1,6 milliard pour le logement social votée dans le dernier budget, pour la remplacer par des crédits d'impôt de 200 millions afin d'inciter les promoteurs privés à construire des logements abordables. «Il va y avoir des pressions prébudgétaires. Il y a des députés conservateurs dans des coins où le FRAPRU est très présent, comme la région de Québec, le Saguenay, l'Outaouais», a fait valoir le porte-parole du groupe, François Saillant. Les partis d'opposition seront aussi sollicités. «Les libéraux, c'est quand même eux autres qui l'ont fait voter ce budget, qui se sont maintenus au pouvoir avec ça. Ce serait le moindre des choses maintenant qu'ils se battent pour que ce soit utilisé», a lancé M. Saillant.

Le chef du Parti québécois, André Boisclair, estime que les résultats plus modestes que prévu obtenus par le Bloc québécois ne constituent pas une «première période» de perdue dans la marche vers la souveraineté. «Je n'ai pas embarqué dans le jeu des périodes», a dit André Boisclair au court d'un point de presse. Il n'a jamais considéré qu'un vote fort pour le Bloc à cette élection était une des trois manches vers l'accession à la souveraineté, un discours qu'avait tenu Pauline Marois lors de la course à la direction du PQ.

«Les Québécois peut-être souhaitent-ils dans leur grande sagesse développer des options, avoir des alternatives», a expliqué le chef péquiste, ajoutant que «la souveraineté n'est pas moins pertinente avec un gouvernement conservateur». S'il voit des «feux jaunes» dans les mauvais résultats du Bloc dans la région de Québec, une occasion



Laurent Pellerin

Les visages de la défaite



PHOTOS JACQUES NADEAU ET ANNIK MH DE CARUFFEL

Les militants libéraux ont passé des moments difficiles lundi soir. Ils ont vu les bloquistes battre plusieurs des ministres du cabinet Martin et les conservateurs étendre leur influence au Québec. Ils ont ensuite entendu leur chef, Paul Martin, accepter la défaite et annoncer du même coup qu'il abandonnerait la direction du Parti libéral du Canada. Une soirée difficile qui annonce des jours, des mois et des années de dur labeur pour reconquérir les Québécois.



GARDERIES

Harper doit respecter l'entente signée avec Martin, dit Charest

ROBERT DUTRISAC

Québec — Le premier ministre Jean Charest souhaite que le nouveau premier ministre canadien, Stephen Harper, respecte l'entente signée avec Paul Martin qui envoie 1,1 milliard en cinq ans pour financer le réseau québécois des garderies, même si les conservateurs ont promis à la place d'aider directement les familles. «Je m'attends à ce que M. Harper respecte l'entente que nous avons signée avec le gouvernement fédéral. Si M. Harper choisit d'en faire plus, ce sera son choix», a déclaré Jean Charest au cours d'un point de presse. Le premier ministre est revenu samedi d'une mission de six jours en Inde, ce qui lui a permis de laisser filer la fin de la campagne électorale sans devoir y réagir. Stephen Harper préconise de consentir un crédit d'impôt annuel

de 1200 \$ aux parents d'enfants en bas âge plutôt que d'instaurer un programme pancanadien de services de garde en finançant les provinces, comme l'avait décidé le gouvernement Martin. M. Charest rappelle que M. Harper a reconnu l'asymétrie dans le passé et croit qu'il devrait le faire à l'avenir. Plus clairement qu'en décembre, M. Charest a dit se réjouir du discours de M. Harper sur le fédéralisme d'ouverture basé sur le respect des compétences des provinces. «Nous nous en réjouissons puisqu'il rejoint en cela le vœu d'une grande majorité de Québécois qui veulent justement vivre à l'intérieur d'un système fédéral qui est souple, flexible [sic] et qui permet au Québec de retrouver sa place», a-t-il dit.

«C'est le signal d'une nouvelle page de notre histoire. C'est une occasion pour nous», a-t-il dit, même s'il évite de parler de «beau risque». Ce fédéralisme d'ouverture n'est pas arrivé seul et le Québec n'est pas seul à le souhaiter, parce que «l'autorité morale du Conseil de la fédération donne aux réponses un poids encore plus important que si le Québec avait choisi d'agir seul», estime-t-il.

Le premier ministre a promis de travailler avec le gouvernement de M. Harper et même de tenir compte de «sa situation minoritaire» et de sa capacité réduite «d'avancer un certain nombre de dossiers».

Sur le même ton conciliant, M. Charest a loué Paul Martin pour avoir «fait avancer les intérêts du

Québec» avec l'entente asymétrique sur le financement de la santé, l'autre entente asymétrique sur les services de garde, l'entente sur le financement des infrastructures et celle sur les congés parentaux. «C'est une personne pour qui j'ai beaucoup d'estime», a-t-il dit.

Au sujet des résultats électoraux, M. Charest considère qu'il est sain pour la démocratie canadienne que les conservateurs aient pu constituer une solution de remplacement aux libéraux. Il note aussi que plusieurs Québécois ont réagi «très positivement» à l'ouverture manifestée par M. Harper et, dans le débat sur l'avenir du Québec, «il y a là un signal positif». Le premier ministre a dit constater que MM. Boisclair et Duceppe visaient pour ces élections des objectifs élevés qu'ils n'ont pas pu atteindre.

Le Devoir

Percée conservatrice dans la région de Québec

Boisclair voit bien les «feux jaunes»

ROBERT DUTRISAC

Québec — Le chef du Parti québécois, André Boisclair, estime que les résultats plus modestes que prévu obtenus par le Bloc québécois ne constituent pas une «première période» de perdue dans la marche vers la souveraineté.

«Je n'ai pas embarqué dans le jeu des périodes», a dit André Boisclair au court d'un point de presse. Il n'a jamais considéré qu'un vote fort pour le Bloc à cette élection était une des trois manches vers l'accession à la souveraineté, un discours qu'avait tenu Pauline Marois lors de la course à la direction du PQ.

«Les Québécois peut-être souhaitent-ils dans leur grande sagesse développer des options, avoir des alternatives», a expliqué le chef péquiste, ajoutant que «la souveraineté n'est pas moins pertinente avec un gouvernement conservateur».

S'il voit des «feux jaunes» dans les mauvais résultats du Bloc dans la région de Québec, une occasion



André Boisclair



Mario Dumont

pour les partis souverainistes de s'améliorer, a-t-il soutenu, il voit des «feux jaunes» dans l'élection de cinq nouveaux députés bloquistes dans des comités de la région de Montréal considérés comme hors de portée. «La famille souverainiste s'est enrichie», a-t-il dit.

«Attention, on a 51 députés. On occupe un espace politique fantastique», a fait valoir M. Boisclair.

Le fédéralisme d'ouverture de Stephen Harper n'a rien de «beau risque» des années 80 quand «la plupart des souverainistes s'étaient ralliés» aux conservateurs de Brian Mulroney. «Meech, c'était

un minimum. Est-ce que soudainement vous pensez que les Québécois pensent que la question constitutionnelle va disparaître du débat public parce qu'il y a un propos sur le déséquilibre fiscal et sur les services de garde?», a lancé le chef péquiste. «Ce n'est pas suffisant. Les Québécois ont plus d'ambition que ça quand ils parlent de leur développement.»

Le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, qui a lancé un appel pour contrer le Bloc lors de l'élection, s'est réjoui qu'avec ses dix sièges au Québec, les conservateurs ait «un ancrage significatif» au Québec, principalement dans des «châteaux forts adéquatistes» dans la région de Québec, de Chaudière-Appalaches et en Beauce. «J'aurais trouvé vraiment malheureux que le Québec soit complètement isolé avec le Bloc québécois», a-t-il dit.

M. Dumont a demandé à André Boisclair, le grand perdant de la soirée électorale, selon lui, de «mettre en veilleuse son option, de la radicalisation du PQ». Reprenant

la métaphore hockeyenne, le chef adéquatiste a souligné que «l'histoire des trois périodes d'André Boisclair est un peu comme les matchs du Canadien: après la première période, de ce temps-ci, c'est fini.»

Pour l'ex-premier ministre Bernard Landry, il n'a pas de montée de la droite au Québec. Certains souverainistes ont voté «bleus», a-t-il observé. Mais les résultats ne sont pas désastreux pour la souveraineté même si l'atteinte d'un score de 50 % par le Bloc aurait eu une portée symbolique. «Quant au référendum, cette élection n'a aucune signification», estime M. Landry, soulignant que des souverainistes ont aussi voté Nouveau Parti démocratique ou Parti vert.

Le député de Richelieu Sylvain Simard, dont le frère Christian a subi la défaite dans Beauport-Limoilou, a reconnu que le PQ avait un sérieux problème dans la région de Québec et qu'il fallait travailler «très, très fort pour renverser cette tendance».

Le Devoir



Rachel LALONDE
Pamela GUNNING
Wynanne WATTS

A TINY TWIST
TO ENGLISH

ANGLAIS LANGUE SECONDE
1^{er} cycle du primaire

LIDEC Inc.
(514) 843-5991

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.



M. Lily KRETCHMAN, Lori CRANSON,
Bill JENNINGS
Traduction de
- ENTREPRENEURSHIP, CREATING A VENTURE -

L'ENTREPRENEURIAT
LA CRÉATION D'UNE
ENTREPRISE

Destiné à façonner la formation et
l'esprit d'innovation.

QUERIN, éditeur liée
(514) 842-3481

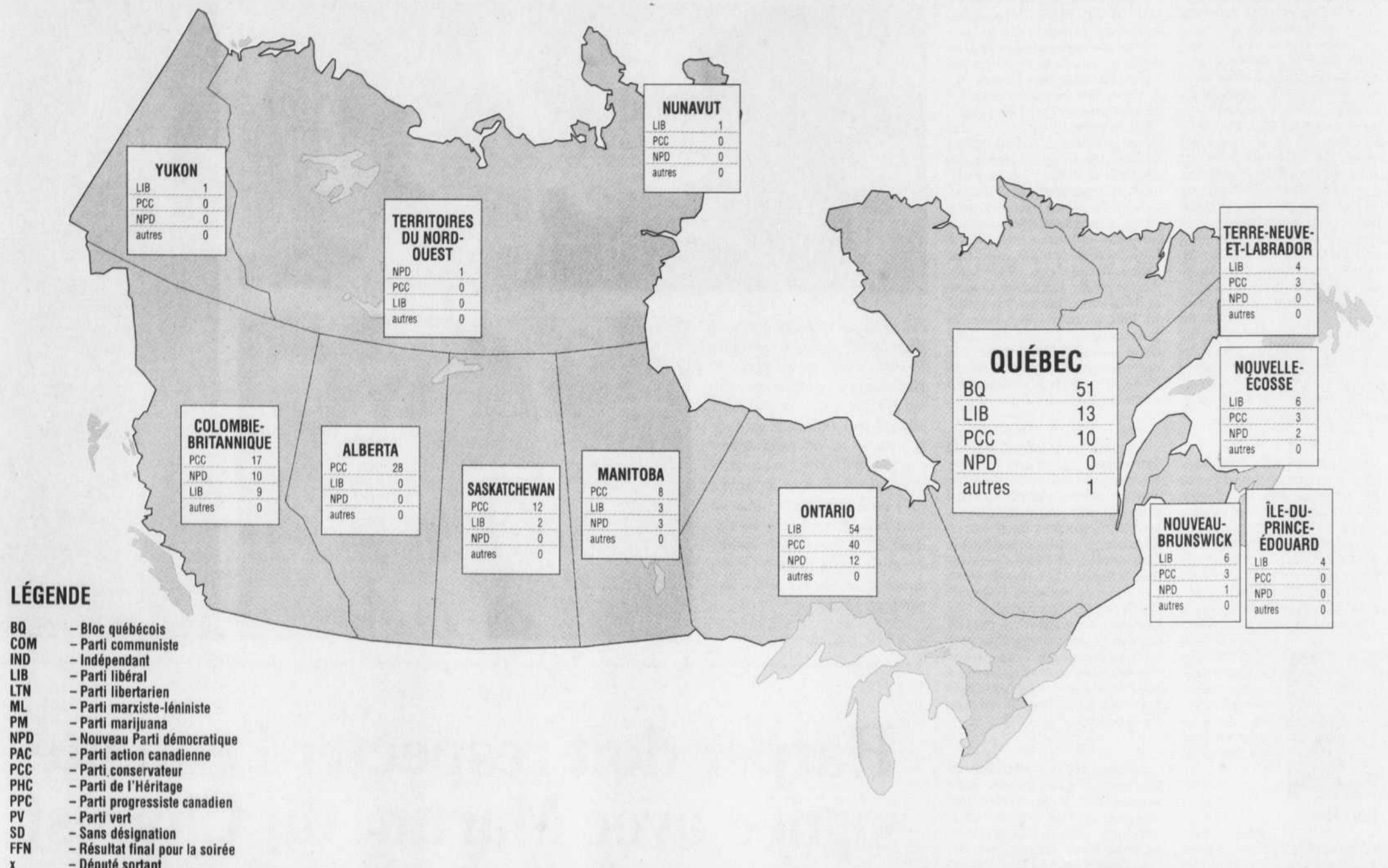
En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

Le Devoir
et Presse canadienne

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

LE CHOIX DES CANADIENS

Voici les derniers résultats disponibles du vote aux élections générales fédérales de lundi tels que compilés par la Presse canadienne.



LÉGENDE
BQ - Bloc québécois
COM - Parti communiste
IND - Indépendant
LIB - Parti libéral
LTN - Parti libertarien
ML - Parti marxiste-léniniste
PM - Parti marijuana
NPD - Nouveau Parti démocratique
PAC - Parti action canadienne
PCC - Parti conservateur
PHC - Parti de l'Héritage
PPC - Parti progressiste canadien
PV - Parti vert
SD - Sans désignation
FFN - Résultat final pour la soirée
x - Député sortant

LES RÉSULTATS DES 75 CIRCONSCRIPTIONS DU QUÉBEC

BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉSIE-CÔTE-NORD
(six députés)

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (BQ 8867)
xRaymond Blais BQ 17 718
Gaston Langlais PCC 13 347
Mario Lévesque LIB 7 977
Sylvie Dauphinais NPD 1 225
Bob Eichenberger PV 1 183

Haute-Gaspésie-La Mitis-Matane-Matapédia (BQ 8225)

xJean-Yves Roy BQ 15 721
Rodrigue Drapeau PCC 10 157
Kim Leclerc LIB 4 463
Stéphane Ricard NPD 2 098
Sarah Desjardins PV 910
Yvan Côté IND 778

Manicouagan (BQ 10 943)

xGérard Asselin BQ 18 506
xRichard Marceau BQ 19 038
Pierre Paradis PCC 6 874
Randy Jones LIB 5 214
Pierre Dugas NPD 4 656
Jacques Gélinau PV 824
Éric Vivier IND 193

Montmagny-L'Islet-Kamouraska-Rivière-du-Loup (BQ 12 203)

xPaul Crête BQ 24 057
xDenis Nadeau PCC 11 529
Lise M. Vachon LIB 6 466
Myriam Lebanc NPD 2 107
Serge Lemay PV 1 766

Montmorency-Charlevoix-Haute-Côte-Nord (BQ 16 853)

xMichel Guimond BQ 21 688
Yves Laberge PCC 14 556
Robert Gauthier LIB 3 967
Martin Cauchon NPD 3 347
Yves Jourdain PV 1 582

Rimouski-Neigette-Témiscouata-Les Basques (BQ 13 054)

xLouise Thibault BQ 19 799
Roger Picard PCC 9 481
Michel Tremblay LIB 8 254
Guy Caron NPD 4 186
François Bédard PV 973

RÉGION DE QUÉBEC
(cinq députés)

Beauce (LIB 2 424)

Maxime Bernier PCC 36 915
Patrice Moore BQ 10 997
Jacques Lussier LIB 4 364
Jean-Claude Roy PV 1 407
Cléo Charlier NPD 1 405

Beauport-Limoilou (BQ 11 123)

Sylvie Boucher PCC 19 409
xChristian Simard BQ 18 597
Yves Picard LIB 4 929
Simon-Pierre Beaudet NPD 3 907
Mario Laprise PV 2 005
Jean Bédard ML 234

Lévis-Bellechasse (BQ 8266)

Steven Blaney PCC 25 940
xRéal Lapierre BQ 16 223
Shirley Baril LIB 4 581
Normand Gadrin IND 4 275
Éric Boucher NPD 2 590
Mathieu Castonguay PV 2 293

Lotbinière-Chutes-de-la-Chaudière (BQ 9617)

Jacques Goude PCC 28 236
xOdina Desrochers BQ 15 402
Raymond Côté NPD 3 529
Éric Paradis LIB 2 820
Shirley Picknell PV 1 978

Portneuf-Jacques-Cartier (BQ 6608)

André Arthur IND 20 158
xGuy Côté BQ 13 094
Howard M. Bruce PCC 11 472
Gilles Landry LIB 2 489
Jean-Marie Fiset NPD 1 956
Jérôme Beaulieu PV 1 431

VILLE DE QUÉBEC
(quatre députés)

Charlesbourg-Haute-Saint-Charles (BQ 11 975)

Daniel Pettit PCC 20 406
xRichard Marceau BQ 19 038
Valérie Giguère LIB 4 391
Isabelle Martineau NPD 3 084
Daniel Pelletier IND 1 567
Les Parsons PV 1 262

Louis-Hébert (BQ 5072)

Luc Harvey PCC 20 154
xRoger Clavel BQ 20 051
H. Chailfour Scherrer LIB 8 842
Denis Blanchette NPD 5 341
Robert Hudon PV 2 592
Frédéric Têtu IND 1 145
Francis Fortin IND 643
Stefan Jetchick PHC 120

Louis-Saint-Laurent (BQ 3281)

Josée Verrier PCC 28 606
xBernard Cleary BQ 11 977
Isa Gross-Louis LIB 3 180
Robert Donnelly NPD 2 868
Christian Légaré IND 1 498
Lucien Gravelle PV 1 468

Québec (BQ 11 391)

xChristiane Gagnon BQ 20 805
Frédéric Boivert PCC 14 842
Caroline Drolet LIB 5 743
Michael Lessard NPD 4 634
Yvonnel Bonaventure PV 2 372
Dan Aubut IND 812
A. Raymond-Labrie PCC 512
Francis Bedard LTN 325

LAVAL-LAURENTIDES
(onze députés)

Alfred-Pellan (BQ 5123)

xRobert Carrier BQ 23 193
Jean-Claude Gobeil LIB 14 995
Rosane Raymond PCC 10 205
Martin Leduc NPD 3 829
Christian Lajoie PV 1 842

Joliette (BQ 19 686)

xPierre A. Paquette BQ 28 630
Sylvie Lavallée PCC 14 182
Gérard Leclerc LIB 5 245
Jacques Trudeau NPD 2 845
Jean-François Lévesque PV 2 086

Laurentides-Labelle (BQ 14 216)

xJohanne Deschamps BQ 28 207
J.-Serge Beaumgard PCC 10 668
Jean-Pierre Fortin LIB 7 595
Rose-Aimée Auclair NPD 3 382
Richard Savigneau PV 2 584

Laval (BQ 6786)

xNicole Demers BQ 22 032
Alia Haddad LIB 12 698
Emilio Miglozzi PCC 9 235
Benoit Beauchamp NPD 4 047
Philippe Mari PV 1 666

Laval-Les Îles (LIB 5388)

xRaymond Folco LIB 20 739
Christiane Pichette BQ 17 527
Qais Hamidi PCC 9 055
Alain Giguère NPD 3 817
Theodore Kourates PV 1 562
Polyvios Tsakanikas ML 206

Marc-Aurèle-Fortin (BQ 16 288)

xSerge Ménard BQ 27 638
Claude Moreau PCC 11 088
Renée Gagné LIB 8 407
Martin Duplantir NPD 4 319
Lise Bissonnette PV 2 795

Montcalm (BQ 26 468)

xRoger Gaudet BQ 34 873
Michel Paultette PCC 10 812
Luc Fortin LIB 4 646
Nancy Leclerc NPD 3 760
Wendy Gorchinsky PV 1 948

Repentigny (BQ 26 554)

xBenoit Sauvageau BQ 34 960
Claude Jr Lafortune PCC 10 124
Josyane Forest LIB 8 427
Réjean Bellemare NPD 4 337
Adam Jastrzebski PV 1 742

Rivière-des-Mille-Îles (BQ 16 968)

xGilles-A. Perron BQ 26 272
Érick Gauthier PCC 10 173
Robert Frégeau LIB 6 239
Francis Chartrand NPD 3 418
Marie Martine Bédard PV 2 643

Rivière-du-Nord (BQ 19 695)

xMonique Guay BQ 27 789
Pierre Albert PCC 9 769
Yannick Guenette LIB 4 464
Simon Bernier NPD 3 386
Maude Genet PV 1 722

Terrebonne-Blainville (BQ 22 240)

xDiane Bourgeois BQ 30 197
Daniel Lebel PCC 10 212
Maxime Thériault LIB 4 576
Michel Le Clair NPD 3 829
Martin Drapeau PV 2 216

NORD-OUEST
(deux députés)

Abitibi-Baie-James-Nunavik-Eeyou (BQ 572)

xyvon Lévesque BQ 13 928
Armand Caouette LIB 6 700
Gilles Gagnon PCC 6 261
Dominique Vallancourt NPD 1 810
Pierre M. Denis PV 1 210

SAGUENAY-LAC-ST-JEAN
(trois députés)

Chicoutimi-Le Fjord (BQ 863)

xRobert Bouchard BQ 19 216
André Harvey LIB 14 621
Alicide Boudreau PCC 12 300
Éric Dubois NPD 2 572
Jean-Martin Gauthier PV 1 226

Jonquières-Alma (BQ 11 838)

J.-Pierre Blackburn PCC 27 262
xSébastien Gagnon BQ 20 494
Martin Bertrand NPD 2 108
Gilles Savard LIB 1 633
Sylvain Dompierre PV 994

Roberval-Lac-Saint-Jean (BQ 12 591)

xMichel Gauthier BQ 17 586
Ghislain Lavoie PCC 14 463
Luc Chiasson LIB 3 014
François Privé NPD 2 151
Sébastien Girard PV 1 755

MONTREAL-EST
(neuf députés)

Ahuntsic (LIB 1214)

Maria Mourani BQ 19 428
xÉléné Bakopanos LIB 18 594
Étienne Morin PCC 6 089
Caroline Desrosiers NPD 3 948
Lyndee Tremblay PV 1 836

Bourassa (LIB 5133)

xDenis Coderre LIB 18 705
Aphraim Nizibian BQ 13 777
Liberato Martelli PCC 6 830
Stefano Saykaly NPD 2 237
Francis Royer PV 1 370
Geneviève Boucher ML 173

Hochelaga (BQ 15 764)

xRéal Ménard BQ 25 400
Vicky Harvey LIB 7 922
Audrey Castonguay PCC 5 617
D.-Roger Gagnon NPD 4 101
Rolf Bramann PV 2 235
Blair T. Longley PM 342
Christine Dandereault ML 220

Honoré-Mercier (LIB 2762)

xPablo Rodríguez LIB 19 632
Gérard Labelle BQ 17 693
Angelo M. Marino PCC 9 950
François Pilon NPD 3 180
Sylvain Castonguay PV 1 499
Hélène Héroux ML 183

La Pointe-de-l'Île (BQ 20 120)

xFrancine Lalonde BQ 29 268
Christian Prévost PCC 7 402
M.-Miguel Domique LIB 6 555
Nicolas Tremblay NPD 3 507
Benjamin Rankin PV 1 544

Laurier-Sainte-Marie (BQ 20 274)

xGilles Dupeux BQ 26 773
François Grégoire NPD 8 267
Soeung Tang LIB 6 036
D. Perceval-Maxwell PV 4 064
Carlos De Sousa PCC 3 124
Nicky Tanguay PM 338
Ginette Boutet ML 157
Joelyne Leduc IND 157
E. Elizabeth Ruiz COM 100

L.-Philippe Verena PV 1 582
Peter Macrisopoulos ML 321
Mahmoud-Raza Baig PAC 186

Rosemont-La Petite-Patrie (BQ 19 652)

xBernard Bigras BQ 29 336
Suzanne Harvey LIB 8 259
Chantal Reeves NPD 6 051
Michel Sauvé PCC 4 863
Marc-André Gadoury PV 3 446
Hugob St-Onge PM 419

Saint-Léonard-Saint-Michel (LIB 17 032)

xMassimo Pacetti LIB 23 730
Justine Charlemagne BQ 7 786
Ercolano Pignotti PCC 5 989
Laura Colella NPD 2 831
Pierre-Louis Parant PV 1 008
Stéphane Chénier ML 236

MONTREAL-OUEST
(neuf députés)

Jeanne-Le Ber (LIB 72)

Thierry St-Cyr BQ 20 229
xLiza Frulla LIB 17 116
Pierre-Olivier Brunelle PCC 5 936
Matthew McLaughlin NPD 4 641
C. William Genest PV 2 365

Lac-Saint-Louis (LIB 26 040)

xFrancis Scarpagaglia LIB 25 588
Andrea Paine PCC 14 099
Daniel Quinn NPD 5 767
Anne-Marie Guertin BQ 4 064
Peter Graham PV 3 604

LaSalle-Émard (LIB 11 805)

xPaul Martin LIB 22 751
May Chiu BQ 13 507
G.-Alexandre Bastien PCC 6 001
Russ Johnson NPD 2 886
Serge Bellemare PV 1 505
Jean-Philippe Leblu IND 281
Jean-Paul Bédard ML 231

Mont-Royal (LIB 25 399) 181:199

xIrwin Cotler LIB 21 731
Neil Martin Drabkin PCC 5 931
Nicolas R. Thibodeau NPD 2 276
Guillaume Dussault BQ 1 993
Damien Pichereau PV 1 270
Diane Johnston ML 97

Notre-Dame-de-Grâce-Lachine (LIB 13 816)

xMariene Jennings LIB 20 235
Alexandre Lambert BQ 9 385
Allen F. Mackenzie PCC 8 048
Peter Deslauriers NPD 5 455
Pierre-Albert Sévigny PV 2 754
Earl Wertheimer LTN 152
Rachel Hoffman ML 118

Outremont (LIB 2 945)

xJean-C. Lapierre LIB 14 281
Jacques Léonard BQ 11 714
Léo-Paul Lauzon NPD 6 965
Daniel Fournier PCC 5 218
François Pilon PV 1 948
Linda Sullivan ML 175
Philip Paynter PCC 102
Eric Roach Denis IND 101
Yan Lacombe IND 85
Xavier Rochon IND 41
Régent Millette IND 24

Pierrefonds-Dollard (LIB 22 175)

xBernard Patry LIB 24 433
Don Rae PCC 11 014
Denis Martel BQ 5 901
Shameem Siddiqui NPD 3 664
Leo Williams PV 2 665
Garnet Colly ML 96

Saint-Laurent-Cartierville (LIB 20 846)

xStéphane Dion LIB 25 412
William Fayad BQ 6 192
Louise O'Sullivan PCC 7 295
Ishrat Alam PCC 5 590
Liz Elder NPD 3 279
Gilles Mercier PV 1 810
Fernand Deschamps ML 177

Westmount-Ville-Marie (LIB 16 415)

xLucienne Robillard LIB 18 884
Louise O'Sullivan PCC 7 295
E. Wilson Steedman NPD 6 356
Sophie Fréchette BQ 5 191
Julie Sabourin PV 3 451
Serge Lachapelle ML 94
Bill Sloan COM 69

RIVE-SUD DE MONTREAL
(douze députés)

Bas-Richelieu-Nicolet-Bécancour (BQ 20 452)

xLouis Plamondon BQ 27 734
M.-É. Hélie-Lambert PCC 11 598
Ghislaine Provencher LIB 6 543
M.-C. Roberge Carber NPD 2 262
Louis Lacroix PV 1 596

Beauharnois-Salaberry (BQ 8482)

Claude DeBelleville BQ 26 102
David Couturier PCC 14 621
John Khawand LIB 8 276
Cynthia Roy NPD 4 160
David Smith PV 1 864

Brossard-La Prairie (LIB 2559)

Marcel Lussier BQ 21 433
xJacques Saada LIB 20 190
Ténon D. Kharsgar PCC 9 749
Robert Nicolas NPD 4 401
F. Desrosiers PV 1 873
Normand Chouhaid ML 110

Chambly-Borduas (BQ 21 251)

xyves Lessard BQ 33 703
Yves Bourassa PCC 12 703
Chantal Bouchard LIB 6 933
Alain Dubois NPD 5 267
Olivier Adam PV 3 119

Châteauguay-Saint-Constant (BQ 13 953)

Carole Freeman BQ 28 274
Sébastien Legris PCC 9 232
Charles Ghorayeb LIB 10 301
Ehsan Mohammadian NPD 2 866
Alain Rioux PV 2 375

Longueuil-Pierre-Boucher (BQ 17 110)

xCéline St-Hilaire BQ 27 186
Rosaire Turcotte PCC 9 232
Lancine Diawara LIB 6 212
Philippe Haese NPD 4 254
Adam Sommerfeld PV 1 979
David Fiset PM 394

Saint-Bruno-Saint-Hubert (BQ 12 593)

xCarole Lavallée BQ 27 322
Nicolas Waidteutel PCC 10 433
Kerline Joseph LIB 8 638
Marie Henretta NPD 4 362
Élisabeth Papin PV 2 366
Jules Édouard Gaudet IND 387

Saint-Hyacinthe-Bagot (BQ 19 231)

xyvan Loubier BQ 27 542
Huguette Guilhaumon PCC 12 363
Stéphane Deschênes LIB 4 869
Joelle Chevrier NPD 2 726
Jacques Tétrault PV 1 930

Saint-Jean (BQ 16 756)

xClaude Bachand BQ 28 070
Francis Lévesque PCC 11 486
Maro Akoury LIB 6 426
M.-Gilles Lancault NPD 3 652
Véronique Bisailon PV 2 371

Saint-Lambert (BQ 5370)

xMaka Kotto BQ 20 976
J.-Jacques Hermans LIB 10 782
Patrick Clune PCC 9 170
Ronaldo Garcia NPD 3 434
Sonia Ziade PV 1 836
Normand Fournier ML 198

Vaudreuil-Soulanges (BQ 3062)

xMeili Faillie BQ 27 012
Marc Garneau LIB 17 768
Stéphane Bourgon PCC 11 889
Bert Markgraf PCC 3 468
Pierre Pariseau-Lapout PV 2 450

Verchères-Les Patriotes (BQ 23 375)

Luc Malo BQ 30 250
Jean-Félix Racicot PCC 11 479
Alanna Woods LIB 4 602
Simon Vallée NPD 4 293
Carl Denis PV 2 057

OUTAOUAIS
(quatre députés)

Argenteuil-Papineau-Mirabel (BQ 15 014)

xMario Laframboise BQ 27 760
Suzanne Courville PCC 12 511
F.-Hugues Liberge LIB 7 169
Alain Sénécal NPD 3 465
Claude Sabourin PV 2 481

Gatineau (LIB 830)

Richard Nadeau BQ 21 093
xFrançoise Boivin LIB 16 826
Patrick Robert PCC 9 014
Anne Lévesque NPD 5 350
Gail Walker PV 1 456

ACTUALITÉS



Réforme de la loi électorale au Québec

Les Inuits veulent leur propre circonscription

NORMAN DELISLE

Québec — Les Inuits du Nord québécois veulent avoir leur propre circonscription électorale à l'Assemblée nationale, pour y élire un député de leur choix.

«Nous attendons une réponse favorable du Québec, en retour des efforts des Inuits pour jouer un rôle de plus en plus grand dans la vie politique québécoise», ont expliqué hier, devant la commission spéciale sur la réforme électorale, deux représentants inuits, Maggie Emudluk, présidente du gouvernement régional Kativik, et Pita Aatami, président de la Corporation Makivik.

Il n'y a que 11 000 habitants au Nunavik. La création d'une circonscription électorale exige habituellement la présence d'environ 50 000 électeurs. Mais les leaders inuits ont plaidé qu'il existe une exception qu'on pourrait imiter: celle des îles de la Madeleine, qui constituent un comté même s'il n'y a que 14 000 électeurs.

Actuellement, le Nunavik est incorporé dans la circonscription d'Ungava, où le vote des Inuits est mêlé à celui des électeurs de Chibougamau, de Chapais, de Lebel-sur-Quévillon et de Matagami, ainsi qu'à celui des Cris de la Baie-James.

«La nation inuite est différente des populations qui vivent dans la partie sud du comté d'Ungava. Les gens du Nunavik ne sont pas informés des thèmes électoraux débattus dans le sud. Une forte proportion d'entre eux sont unilingues et ne parlent que l'inuktitut. C'est pourquoi le taux de participation des Inuits aux élections est si bas», mentionne le mémoire fourni par les représentants des Inuits.

Pour appuyer leur demande, Mme Emudluk et M. Aatami ont fait valoir que la situation vécue au Nunavik est carrément différente de celle du reste du Québec.

Les 11 000 Inuits vivent sur un territoire de 81 000 kilomètres carrés; ils sont répartis dans 14 villages éparpillés le long des côtes de la baie d'Hudson et de la baie d'Ungava, et vivent principalement de chasse et de pêche.

Leur démographie est à l'opposé de celle du Québec puisqu'il y a très peu de personnes âgées et que 60 % de la population a moins de 25 ans. Ils jouissent d'un régime juridique spécial, qui leur est reconnu par la Convention du Nord québécois.

Ils sont moins bien équipés en services que le reste du Québec, que ce soit en facilités de transport ou en approvisionnement d'eau potable. De plus, le coût de la vie est incomparable: la nourriture, qui arrive en totalité du Sud par transport aérien, coûte le double, et le prix moyen d'une résidence de 1500 pieds carrés est de 375 000 \$.

«Nous demandons en conséquence à la commission sur la réforme électorale de contourner les exigences numériques prévues dans la loi, et de créer une circonscription électorale pour le Nunavik», ont réclamé Pita Aatami et Maggie Emudluk pour le peuple inuit.

La requête des Inuits a obtenu l'appui du député péquiste d'Ungava, Michel Létourneau, dont la circonscription inclut actuellement le Nunavik.

«J'appuie ce projet légitime de scinder l'actuelle circonscription d'Ungava pour que le Nunavik et la Baie-James soient représentés directement à l'Assemblée nationale», a déclaré le député Létourneau.

De plus, ce dernier a témoigné des distances incroyables à parcourir, de l'éloignement des communautés et de la spécificité de cette région, qui couvre 55 % du territoire du Québec.

Presse canadienne

8,4 millions pour policer automobilistes, cyclistes et piétons

BRIAN MYLES

Le Service de police de Montréal (SPVM) a obtenu un budget accru en 2006 afin de ramener un peu de civisme — et de lenteur — dans les rues de la métropole.

À compter de lundi prochain, des policiers dédiés à temps plein à la sécurité routière seront de retour à Montréal, après une absence de huit ans. Le SPVM embauchera à terme 133 patrouilleurs, ce qui occasionne une dépense inédite de 8,4 millions de dollars sur un budget total de 486 millions.

Le directeur du SPVM, Yvan Delorme, a présenté hier ce budget et ses priorités d'action à la Commission de la sécurité publique. Comme il en avait fait part en décembre dernier, M. Delorme accorde à la sécurité routière une place de premier choix en 2006. Piétons, cyclistes et automobilistes peuvent s'attendre à être ciblés en cas de conduite délinquante dès lundi.

Le SPVM entend diminuer les accidents avec morts et blessés, lesquels ont connu une progression marquée de 2001 à 2004. La sécurité routière, laissée à l'abandon lors de la création de la police de quartier, a été identifiée comme une priorité par 94 % des Montréalais dans un récent sondage mené par le SPVM.

La police poursuit par ailleurs sa lutte contre les gangs de rue. Elle intensifie ses efforts de prévention afin de contrer les campagnes de recrutement par les gangs, qui s'entourent de membres de plus en plus jeunes. Le SPVM renouvelle aussi sa participation dans l'unité sans frontières, regroupant des policiers de Laval, de Longueuil, ainsi que des agents de la SQ et de

la GRC, dans l'espoir de freiner les activités criminelles des gangs de rue.

Le budget de 486 millions de dollars décortiqué hier par M. Delorme est en hausse de 3,9 % par rapport à l'année précédente. Près de neuf dollars sur dix servent à payer les 4330 policiers (permanents et contractuels) et les 1097 employés civils du service. À lui seul, le renouvellement de la convention collective des policiers entraîne un débours supplémentaire de 15,3 millions, en hausse de 3,3 %. Le SPVM anticipe cependant des économies de 10,5 millions (-2,2 %) dans la rémunération des heures supplémentaires, notamment en raison d'une meilleure supervision des équipes affectées à la gestion des événements spéciaux (festivals, manifestation).

Les revenus du SPVM devraient enfin connaître une légère progression, pour passer de 27 millions en 2005 à 31,8 millions cette année. Une révision de la facturation pour le service d'urgence 911, de même qu'une modification de la grille de tarification des services aux entreprises et organisateurs d'événements, devraient permettre d'arriver à cette hausse de 1,8 % des revenus.

Le Devoir

Le cerveau des fumeurs serait-il insensible aux pubs antitabac?

Le neuromarketing lève le voile sur l'impact réel des messages anti-cigarettes

ISABELLE PARÉ

Les photos apocalyptiques de dents noircies et de poumons carbonisés qui ornent les paquets de cigarettes laisseraient les fumeurs de glace, affirment des chercheurs, mais provoqueraient des réactions négatives immédiates dans le cerveau des non-fumeurs.

Une étude inédite de neuromarketing amorcée à l'Université de Montréal révèle en effet que les publicités antitabac reproduites depuis cinq ans sur les paquets de cigarettes ont un impact plus que discutable, surtout sur les mordus de la cigarette.

En combinant leur expérience en marketing et en neuropsychologie, deux chercheurs et collègues de l'Université de Montréal ont en effet eu la brillante idée de tester l'effet, sur certaines zones du cerveau, des images que la loi oblige désormais les fabricants de tabac à imprimer sur leurs produits pour alerter les consommateurs des méfaits du tabagisme.

En observant en temps réel, grâce à un appareil d'imagerie à résonance magnétique (IRM), le cerveau de 12 jeunes femmes fumeuses et autant de non-fumeuses confrontées à 15 des 16 images reproduites sur les paquets de tabac, les chercheurs ont pu constater que certaines d'entre elles provoquaient une activation immédiate des zones du cerveau associées au dégoût et à l'aversion.

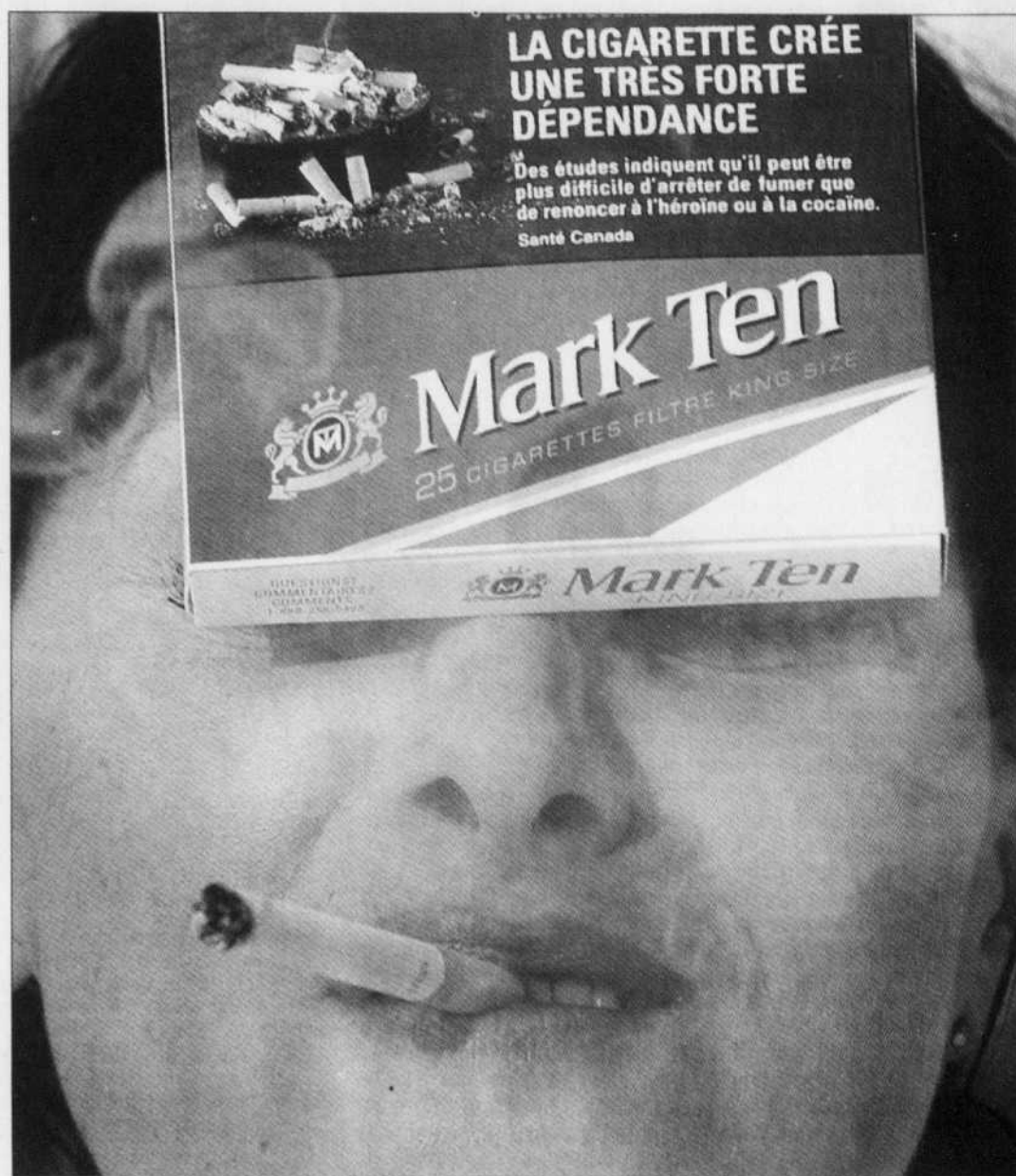
«Les résultats sur les premiers sujets sont spectaculaires. La région associée à l'aversion, soit la partie dorsolatérale du cortex pré-frontal et le noyau amygdalien, s'activait aussitôt que les sujets examinaient certaines images», a expliqué hier le professeur Maurice Pito, neuropsychologue à l'Université de Montréal, qui s'est associé pour réaliser cette étude au professeur Jean-Charles Chebat, des HEC Montréal, et à Shoshanna Campbell, étudiante à la maîtrise.

Selon ce dernier, ce sont les images d'organes pétrifiés et les dentitions altérées par le tabac qui ont provoqué le plus d'activité dans les régions cérébrales associées aux émotions négatives chez les sujets de l'étude.

Surprise toutefois, il semble que certaines images-chocs glissent sur la rétine des fumeuses — et même des non-fumeuses —, comme l'eau sur le dos d'un canard.

En effet, chez les habitués de la cigarette, même les images rebutant de poumons et de cerveaux atrophiés ne semblent pas amener leur cerveau. Quant aux non-fumeuses, elles affichent peu ou pas de réactions à certaines des images censées les ébranler, notamment celles d'une femme enceinte grillant une cigarette ou d'un homme qui s'étouffe.

Chose certaine, les images valent



Les photos et les messages qui apparaissent sur les paquets de cigarettes ont beaucoup d'effet sur les non-fumeurs, mais très peu sur les fumeurs.

plus que dix mille mots, estiment les chercheurs, puisque le texte seul des messages antitabac, notamment «La cigarette nuit à votre bébé» ou «La cigarette vous coupe le souffle», a eu peu d'incidence sur l'activité cérébrale des sujets soumis au scanner. Après avoir visionné les images, les sujets de l'étude devaient aussi répondre à un questionnaire destiné à sonder leur réaction émotionnelle aux publicités.

«Parfois, les gens peuvent altérer leurs réponses ou tenter de minimiser leurs réactions. Mais le cerveau, lui, ne ment jamais!», affirme le professeur Pito, qui croit que l'analyse plus fine des résultats viendra confirmer ces premières données.

Selon ce neuropsychologue, ces expériences démontrent que le gouvernement fédéral aurait tout intérêt à s'interroger sur l'efficacité des publicités antitabac et leur impact réel sur les habitudes

de tabagisme des gens. «Cela nous dit qu'il faudrait changer les images sur les paquets, qui dateraient de plusieurs années. Les fumeurs n'y réagissent même plus! Il y a eu habitude du cerveau. Il faut trouver des moyens plus efficaces et avoir des pubs accrocheuses pour le cerveau», soutient ce dernier.

À son avis, des pubs peu efficaces ont l'effet d'un coup d'épée dans l'eau. Pour le professeur Pito, il urge de concentrer les efforts publicitaires sur les jeunes qui n'ont pas encore adopté la cigarette, puisque les fumeurs vétérans semblent imperméables aux messages antitabac.

Cette première recherche laisse entrevoir un avenir intéressant pour le neuromarketing, destiné à tester l'impact physiologique de certaines publicités sur le cerveau des consommateurs.

Cette notion toute récente de

neuromarketing, très contestée, a d'ailleurs été développée en 2004 aux États-Unis par des chercheurs ayant démontré scientifiquement par l'IRM que le cerveau réagissait positivement à une boisson sucrée quand la dégustation était précédée d'une photo d'une cannette de Coke ou de Pepsi. Sans photo, la dégustation n'entraînait pas de réaction positive dans les zones cérébrales concernées.

«Les gens se sont beaucoup offensés du neuromarketing, et avec raison, car cela est assimilable à la publicité qui manipule notre inconscient, affirme le professeur Pito. Ici, l'intérêt était d'utiliser le même concept, mais pas pour vendre des produits. Pour tester une publicité sociale, ce qui est de l'antimarketing. Si le neuromarketing peut aider à cela, ce sera tant mieux!»

Le Devoir

Nicole RACETTE
ÉLÉMENTS DE COMPTABILITÉ POUR FINS DE GESTION
226 pages - 31 \$
GUÉRIN universitaire (514) 842-3481
En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

Lionel MENEY
DICTIONNAIRE QUÉBÉCOIS-FRANÇAIS
2^e édition, revue et corrigée
1920 pages - 37 \$
GUÉRIN, éditeur ltée (514) 842-3481
En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

Complément d'enquête
Les disparitions mystérieuses

Mercredi 19 h 30

TV5.ca

L'AGENDA

L'horaire télé,
le guide
de vos soiréesGratuit dans Le Devoir du samedi
LE DEVOIR

É D I T O R I A L

Sur un fil de fer

Le Bloc québécois s'est retrouvé une autre fois bon premier au Québec à l'issue de la campagne électorale qui s'est terminée lundi. Malgré cela, l'élection d'une dizaine de députés conservateurs constitue un obstacle imprévu pour les bloquistes et pour l'ensemble du mouvement souverainiste, qui aura à revoir sa stratégie.



Depuis la publication, il y a deux ans, du rapport de la vérificatrice générale sur le scandale des commandites, le mouvement souverainiste filait à 100 km/h sur l'autoroute politique, s'approchant de façon presque assurée de la souveraineté, avaient à croire ses militants. Les résultats de l'élection font apparaître un feu jaune qui le forcera à ralentir à l'approche de courbes plus raides qu'on ne l'estimait.

Cette élection prive le Bloc d'atouts précieux, en premier lieu le scandale des commandites, qui lui servait de bougie d'allumage. Les libéraux tant honnis ont été sévèrement punis et remplacés par les conservateurs de Stephen Harper, qui cloront ce dossier en faisant adopter une loi sur l'imputabilité.

Ce scandale des commandites permettait au Bloc d'occuper d'autant plus facilement le terrain politique que le Parti libéral était perçu par ailleurs comme opposé à l'avancement du Québec. Cela dit, les bloquistes avaient beau jeu de prétendre être les seuls véritables défenseurs des intérêts des Québécois à Ottawa. Or le gouvernement conservateur qui vient d'être élu se veut ouvert à des avancées. On a promis de s'attaquer au déséquilibre fiscal, de revoir le financement de l'enseignement post-secondaire, de respecter les compétences des provinces et de donner au Québec une place à l'Unesco.

Avec, au surplus, l'élection de 10 députés conservateurs au Québec, le Bloc aura à faire face à une concurrence qui sera d'autant plus vive que le Parti conservateur fera tout pour y accroître, lors du prochain rendez-vous électoral, son nombre de sièges. Pour espérer former un gouvernement majoritaire la prochaine fois, il lui faudra doubler, sinon tripler le score réalisé lundi. À voir la campagne qu'il a menée au Québec, on peut croire que Stephen Harper fera tout pour y arriver.

Le défi de Gilles Duceppe ces prochains mois sera de s'assurer que le recul subi lundi soir ne s'amplifie pas et ne ramène pas le Bloc là où il était en 2000, alors que le premier ministre Jean Chrétien avait obtenu davantage de suffrages que le Bloc, soit 44,2 % contre 39,9 %. Pour cela, il devra démontrer que la présence du Bloc à Ottawa est toujours pertinente.

En ce sens, le chef bloquiste s'est réjoui hier d'avoir obtenu la balance du pouvoir face au gouvernement de Stephen Harper, qui, ne pouvant s'allier aux libéraux, devra se tourner vers le Bloc, le seul qui pourra l'aider à faire face aux aléas de son état minoritaire. Si tant est que les circonstances lui permettent d'user de cette situation pour influencer les orientations des conservateurs, M. Duceppe devra manier ce levier avec une infinie prudence pour ne pas devenir, à son corps défendant, le partenaire d'un renouvellement du fédéralisme. Il marchera constamment sur un fil de fer.

A priori, Stephen Harper voudra se passer de l'appui du Bloc pour ne pas avoir à pactiser avec des «séparatistes». Toutefois, les circonstances pourront l'y forcer, par exemple pour faire adopter un budget accordant aux provinces la latitude financière qu'elles réclament. Ce faisant, Gilles Duceppe prétendra contribuer à l'avancement des intérêts du Québec, mais du coup il permettra à son adversaire conservateur de marquer des points au Québec.

La stratégie dite des trois périodes que privilégie le mouvement souverainiste en vue d'un prochain référendum prévoyait rien de moins qu'une déferlante bloquiste à cette élection allait préparer le terrain pour une victoire du Parti québécois contre le gouvernement Charest. Cela ne s'est pas produit et, au surplus, Jean Charest a gagné un allié en Stephen Harper, qui fera tout pour qu'il reste au pouvoir. La deuxième période sera plus longue et plus difficile que ne l'estimaient quelques stratèges aux lunettes roses.

bdescoteaux@ledevoir.ca

Rétablir l'équilibre

Stephen Harper a raison: il n'y a pas une, mais deux formes de déséquilibre fiscal au pays. La première oppose Ottawa aux provinces, la seconde, aux contribuables.

Selon les prévisions publiées l'automne dernier par le ministre des Finances libéral, Ralph Goodale, Ottawa engrangera des excédents cumulés de l'ordre de 83,4 milliards au cours des cinq prochaines années. Avec un gouvernement libéral, cet argent aurait permis à Ottawa d'accroître sa visibilité dans une foule de domaines et d'imposer des normes et des critères uniformes en matière de programmes sociaux, y compris dans des champs de compétence exclusive aux provinces.

Avec un gouvernement conservateur, la logique voudrait qu'on mette fin à cette ère surréaliste des excédents milliardaires à répétition. Certains diront qu'une telle situation vaut mieux que ce que nous avons connu à l'époque où l'on croyait impossible de briser le cercle vicieux des hausses d'impôt et des budgets déficitaires. Pourtant, ce n'est pas mieux de retirer plus d'argent de la poche des gens qu'un gouvernement en a vraiment besoin. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à se rappeler le programme des commandites et le registre des armes à feu.

Un gouvernement conservateur doit donc adopter dès cette année un budget équilibré dans lequel les dépenses de programme se contenteront de croître au rythme de l'inflation et de la population, sans plus. Ce changement majeur dans la gestion des finances publiques doit faire partie des priorités du nouveau gouvernement et de celles des partis d'opposition, surtout le Bloc québécois, qui prône de contenir le pouvoir de dépenser d'Ottawa.

Les deux façons les plus simples de parvenir à cette fin dans un contexte fédératif font justement partie du programme conservateur. La première consiste à réduire le fardeau fiscal des Canadiens, nettement trop élevé en regard des besoins d'Ottawa dans ses champs de compétence. On se rappellera que l'an dernier Ottawa a laissé grimper ses dépenses de plus de 15 %. C'est vrai que la plus grande partie était constituée de dépenses non récurrentes engagées précisément pour effacer l'excédent budgétaire, mais voilà bien pourquoi il faut mettre un terme à de telles pratiques improvisées.

La seconde façon est évidemment de régler le problème du déficit fiscal avec les provinces. Que ce soit en bonifiant les paiements de péréquation, en augmentant les transferts en espèces, en cédant des points d'impôt ou une partie de la TPS, l'important est de trouver une formule qui donnera aux provinces moins riches les moyens de faire face à leurs obligations à l'endroit des citoyens.

Stephen Harper veut-il vraiment s'attaquer à ce problème?

j-rsansfacon@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSSAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

L'ÉNIGME DE LA RÉGION DE QUÉBEC...



L E T T R E S

La dérive

Le Canada a effectué un virage à droite radical. Hélas, le Québec n'échappe pas à cette triste vague, d'une part avec le retour de députés conservateurs, d'autre part avec l'accession d'André Boisclair à la tête du Parti québécois. À Ottawa, libéral ou conservateur, c'est du pareil au même; hélas, au Québec, la situation est désormais similaire alors que le Parti libéral de Jean Charest et le Parti québécois d'André Boisclair nous mènent tous deux vers la dérive néolibérale. Heureusement, le Québec se dotera d'un nouveau parti, vraiment de gauche celui-là, qui offrira un vrai choix aux électeurs.

Alexandre Warnet
Montréal, le 24 janvier 2006

Le dilemme du Bloc

Malgré une victoire sans équivoque et un discours postélectoral énergique, Gilles Duceppe se retrouve dans une situation difficile. Un gouvernement conservateur minoritaire fragilisé obligera en effet Stephen Harper à modérer ses choix politiques et à réfréner ses députés trop à droite afin d'éviter un renversement rapide par une alliance entre le NPD et le Parti libéral. Le Canada demeurant au centre, près des «valeurs québécoises», le Bloc ne pourra pas faire mousser son option sur la base d'un hypothétique écart moral.

Les conservateurs viseront ensuite, en Ontario et au Québec, des gains qui pourront leur permettre de consolider éventuellement leur pouvoir lors de nouvelles élections qui ne sauraient attendre, seule voie possible pour vraiment réaliser leur programme. La meilleure façon d'y arriver est encore de régler le déséquilibre fiscal, retirant un autre atout à Gilles Duceppe et favorisant une appréciation des appuis ontariens. L'Ontario verra peut-être aussi d'un bon œil s'atténuer la fronde souverainiste au prix d'une amélioration de la visibilité internationale québécoise?

N'oublions pas le virage de la région de Québec, qui pose des questions au sujet de l'avenir d'une capitale nationale et peut-être de la stabilité fondamentale de l'option souverainiste. Enfin, ce passage obligé du Parti libéral dans l'opposition obligera à se refaire une beauté, sinon une santé. Et le départ de Paul Martin l'obligera aussi à accueillir un

nouveau chef. Ce Michael Ignatieff, par exemple, qui passe un peu vite pour un émule de Pierre Elliott Trudeau, «ignatieffomanie» étant plutôt ardu à prononcer. Qui sait où cela pourrait mener?

Alain Vadeboncoeur
Longueuil, le 24 janvier 2006

Le réchauffement du climat semble s'accélérer

L'article publié dans *Le Devoir* du 17 janvier 2006 au sujet des dernières données enregistrées à l'observatoire Mauna Loa, dans le Pacifique, sur l'augmentation de la concentration de gaz carbonique dans l'atmosphère démontre qu'il faudrait s'intéresser à la délocalisation des entreprises dans les pays qui, afin de faire face à la demande des nouvelles industries, sont dans l'obligation de construire des centrales électriques thermiques. C'est le cas en Inde et en Chine. On y inaugure une nouvelle centrale électrique chaque semaine et, souvent, le charbon est le combustible auquel on a recours.

Cette folie de la course au plus grand profit, à très court terme, est en train de nous détruire tous, et ce, avec une très grande certitude. L'homme a-t-il vraiment changé? La réponse est non. Il est plus instruit, mais il est toujours incapable d'analyse globale. Faudra-t-il s'en remettre à un puissant ordinateur mondial pour guider les décisions à l'échelle planétaire ou devons-nous accepter que la fin des temps risquerait d'arriver plus rapidement que prévu? Les riches auront-ils le temps d'émettre un communiqué indiquant la fortune qu'ils avaient réussi à bâtir avant que le spectacle terrestre ne prenne fin?

Il y a un manque de sagesse évident. L'ego des décideurs est tellement puissant que certains hommes pensent tout résoudre par la technologie et le fric. Devrons-nous nous doter d'un gouvernement mondial pour régir le problème de la pollution planétaire ou celui des guerres larvées ici et là? À quel moment la population de chaque pays invitera-t-elle ses dirigeants à s'intéresser aux changements climatiques avec des dossiers concrets?

Dans certains cas, agir, cela équivaut à des économies sans perte d'emplois. Si le gouvernement du Canada démenageait ses institutions d'une rive à l'autre de l'Outaouais, il

réaliserait des économies substantielles avec un environnement plus sain.

Comme simple citoyen, j'ai l'obligation de dire mon mot, mais le résultat ne m'appartient pas!

André Mainguy
Longueuil, le 17 janvier 2006

Les défenseurs de la langue française

M. Druon, à entendre votre langage, on voit bien que vous ne connaissez rien au Québec ni aux Québécois. Votre discours m'apparaît surtout comme un nouvel exemple de l'arrogance des «grosses têtes-franco-françaises». Une langue n'est pas seulement et avant tout son histoire, elle est son contexte, elle est un mouvement que les peuples charrient et font évoluer chez eux chaque jour.

La féminisation de la langue française vous semble ridicule parce que la France n'est pas prête à accueillir un véritable féminisme, tout comme le parler français est en théorie plus «sûr», pour reprendre vos mots, car les Français sont dans l'ensemble plus cyniques et plus autosuffisants que les Québécois. Mais cela, il faut vivre ici et avoir vécu en France pour le savoir.

Et de toute façon, de quel français parle-t-on ici? De celui du 16^e arrondissement, à Paris, ou de celui des paysans du fin fond de la campagne auvergnate? Vous savez autant que moi qu'on assiste aujourd'hui en France à la cohabitation de deux langues, celle des intellectuels comme vous, M. Druon, la langue que vous appelez «pure», et celle de la rue, des rues de ce pays.

Vos réactions sont seulement un nouvel exemple du fossé qui persiste en France entre l'intelligentsia toute-puissante et le commun des Français qui ne peuvent que hausser les épaules et passer leur chemin en se demandant: «C'est quoi, encore, ce mot qu'il vient d'utiliser? J'y comprends rien!» Le français se doit aussi d'être un lien social hors du commun qu'il faut savoir préserver afin de sauvegarder une unité entre franco-phones. Et vous ne trouverez pas, M. Druon, de meilleurs défenseurs de cette langue ailleurs qu'au Québec.

Aude Jimenez
Montréal, le 16 janvier 2006

LIBRE OPINION

La politicienne et la gauche

PHILIPPE BERNIER ARCAND
Candidat au MPA à l'École nationale
d'administration publique à Montréal

«Où sont les femmes?», se demandaient sur des airs disco Patrick Juvet et la star académicienne Emily Bégin. La journaliste Pascale Navarro, dans son article intitulé «Femmes en politique: une leçon de modestie» (*Le Devoir*, le 18 janvier 2006), nous répond qu'elles sont peu présentes sur la scène politique d'ici ou d'ailleurs dans le monde mais que les temps changent. Les derniers mois nous l'on prouvé avec l'élection d'Angela Merkel en Allemagne, d'Ellen Johnson-Sirleaf au Liberia et de Michèle Bachelet au Chili.

À l'heure actuelle, il y a aussi le Bangladesh, l'Irlande, la Lettonie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines et le Sri Lanka qui sont dirigés par des femmes. Aux États-Unis, le succès de la télésérie *Commander in Chief* sur la chaîne ABC, qui met en vedette Geena Davis dans le rôle de la présidente des États-Unis, permet de rêver qu'une femme pourra bientôt accéder à la Maison-Blanche.

Toutefois, le lien que Pascale Navarro fait

avec la gauche et les femmes politiques est loin d'être évident. Bien que Michèle Bachelet soit à la tête d'un parti socialiste, c'est l'exception. Angela Merkel en Allemagne, Kim Campbell au Canada, Tansu Çiller en Turquie et Margaret Thatcher en Grande-Bretagne étaient toutes femmes et étaient aussi toutes de droite. La gauche croit moins en ses candidates que la droite quand il s'agit du pouvoir suprême même si, en revanche, les femmes sont plus présentes dans les partis de gauche que dans ceux de droite.

Pour ce qui est de l'avenir, la tendance semble se maintenir. Les membres du Parti québécois ont préféré André Boisclair à Pauline Marois pour en faire leur chef. Les commentateurs politiques américains prédisent de plus en plus un destin présidentiel à la républicaine Condoleezza Rice plutôt qu'à la démocrate Hillary Rodham Clinton. En Europe, outre Ségolène Royal en France, rares sont les femmes politiques de gauche qu'on désigne comme présidentiables.

Cette absence de femmes à la tête de partis de gauche peut s'expliquer en partie pour des raisons de marketing électoral. Sur une scène

politique avec une opposition gauche-droite, les deux partis se disputent l'électorat du centre, celui de gauche tentant de séduire l'électorat immédiatement à sa droite et celui de droite essayant de se rallier ce même électorat situé immédiatement à sa gauche.

Une femme à la tête d'un parti politique, et ce, peu importe l'orientation politique de la politicienne, «gauchise» le parti en lui donnant une image plus progressiste aux yeux des électeurs. Un parti de droite a donc avantage à mettre une femme à sa tête pour adoucir son image, «gauchiser» son apparence et ainsi séduire un électorat plus à gauche.

À l'inverse, un parti de gauche avec une femme à sa tête risque de paraître trop à gauche et d'effrayer une partie des électeurs plus à droite.

En écrivant que les femmes politiques ont moins de chances d'accéder au plus haut poste dans un parti de gauche, j'espère que l'avenir me donnera tort. Les mentalités de l'électorat évoluent partout dans le monde. Le nombre de femmes chefs d'État devrait donc augmenter, qu'elles soient à la tête d'un gouvernement de droite ou d'un gouvernement de gauche.

IDÉES

Un changement de gouvernement, pas de pays

STEPHEN HARPER

Chef du Parti conservateur du Canada et nouveau premier ministre

Version française d'extraits de l'allocution prononcée en anglais et en français lundi soir à Calgary à la suite de la victoire du Parti conservateur du Canada

A

u cours de cette campagne, nous avons beaucoup parlé de valeurs. Une des valeurs canadiennes les plus anciennes et les plus persistantes est la démocratie, le principe selon lequel nous pouvons changer notre gouvernement sans risquer nos libertés ou notre vie. Malgré les divisions et la discordance d'une consultation électorale, la capacité de changer et de renouveler dans la paix le leadership de notre nation demeure une des grandes forces de notre pays.

Il s'agit d'une liberté pour laquelle nos ancêtres ont donné leur vie, pour laquelle nos anciens combattants se sont battus, pour laquelle les personnes qui font aujourd'hui partie de nos forces armées se sacrifient toujours et à laquelle trop de gens dans notre monde aspirent toujours. C'est une liberté que nous devons toujours — toujours — chérir en tant que Canadiens.

Aujourd'hui, pour la 39^e fois en 139 ans, les Canadiens ont élu un nouveau Parlement. Comme nous l'avons fait tant de fois auparavant, les Canadiens ont choisi un nouveau gouvernement. Au fil de tous ces gouvernements différents, avec leurs priorités différentes à des époques différentes, une constante nous lie, de la coalition des conservateurs et des réformistes de Macdonald au Parti conservateur moderne: le Canada, fort, uni, indépendant et libre. A ceux qui n'ont pas voté pour moi, j'affirme m'engager à diriger un gouvernement qui travaillera pour chacun de nous. Nous irons de l'avant ensemble.

Des valeurs qui persisteront

Notre identité nationale n'a pas été forgée par les politiques d'un gouvernement. Elle ne provient pas d'un seul programme, d'un seul leader ou d'un seul parti. Notre Canada est enraciné dans l'histoire que nous partageons et dans les valeurs qui ont persisté et qui persisteront.

Tout au long de cette campagne, j'ai été inspiré par les milliers de Canadiens que j'ai rencontrés et qui représentent ces valeurs: des personnes, des familles, des travailleurs et des gens d'affaires qui tentent d'aller de l'avant. Des parents qui font de leur mieux pour enseigner à leurs enfants ce qui est bien et ce qui est mal. Des immigrants qui découvrent de nouvelles possibilités dans un nouveau pays, des personnes âgées qui recherchent une sécurité, des jeunes qui font la promotion de leurs idéaux, l'Est et l'Ouest, les anglophones et les francophones, villes et pays, hommes et femmes, nouveaux et anciens Canadiens.

C'est là le Canada que nous connaissons. En nous demandant de diriger le changement, le peuple canadien nous a demandé de suivre nos priorités.

Le ménage d'abord

Tout au long de cette campagne, nous avons été très clairs au sujet de la direction que nous comptons prendre. Premièrement, nous allons faire le ménage à Ottawa en proposant et en adoptant la loi sur l'imputabilité fédérale. Nous allons faire cela car il ne suffit pas simplement de réaménager le pont du navire. Nous avons besoin de changer le système, et nous allons changer le système pour renforcer nos institutions et les rendre plus imputables pour vous, contribuables canadiens.

Nous allons réduire votre fardeau fiscal, à commencer par la réduction de la TPS de 7 à 6 % dès maintenant et à 5 % au cours de notre mandat. Nous allons réformer notre système de justice pour le rendre plus fort et nous assurer de renverser le fleau croissant des armes à feu, des gangs et des drogues dans nos villes et nos communautés. Nous allons offrir le choix aux parents et des résultats en matière



ANDY CLARK REUTERS

«Je suis particulièrement fier que les anglophones et les francophones aient travaillé ensemble pour provoquer un véritable changement au Québec», a dit Stephen Harper lundi soir.

de services de garde. Nous allons aussi travailler avec nos provinces pour donner aux Canadiens les soins de santé pour lesquels ils paient en développant une garantie du délai d'attente des patients.

Rebâtir le fédéralisme au Québec

Ce qui importe peut-être le plus, c'est d'entreprendre la tâche de rebâtir le fédéralisme dans la province de Québec. Je suis particulièrement fier que les anglophones et les francophones aient travaillé ensemble pour provoquer un véritable changement au Québec. Notre gouvernement bâtira une voix nouvelle et dynamique pour le fédéralisme au Québec.

A la population de l'Ouest, laissez-moi dire une chose de façon claire: l'Ouest est maintenant intégré. Le Canada travaillera pour chacun de nous. A la population des Maritimes — aux provinces très différentes de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse —, je dis que nous savons que des solutions bâties à Ottawa ne sont pas la réponse. Nous allons travailler pour vous donner davantage de contrôle sur vos ressources parce que je sais que pour mon lieu de résidence ancestral, le meilleur est à venir. A la population du Nord — y compris le Yukon, le Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest —, je dis que nous voyons votre potentiel et que nous avons hâte de vous voir réaliser vos rêves.

Enfin, à l'Ontario, merci de votre soutien accru et de votre confiance. Un Canada fort a besoin d'un Ontario fort, et notre gouvernement gardera notre cœur économique en mouvement vers l'avant.

À nos alliés

Pour ceux autour du monde qui ont suivi la campagne, notre message demeure le même: les résul-

tats de ce soir signalent un changement de gouvernement, pas un changement de pays. Nous allons garder le cap sur les budgets équilibrés, l'inflation basse, le remboursement de la dette et la stabilité économique. Nous allons continuer de travailler à défendre nos valeurs et nos idéaux démocratiques à travers le monde, comme cela est si courageusement démontré par ces jeunes soldats canadiens qui servent et qui ont sacrifié leur vie en Afghanistan.

Tandis que nous tracerons toujours un chemin pour l'intérêt du Canada, nous chercherons à travailler en coopération avec nos amis et nos alliés, et ce, de façon constructive avec toutes les nations du monde.

Ce soir, même si les Canadiens ont voté pour un changement, ils n'ont donné de majorité à aucun parti à la Chambre des communes. Ils nous ont demandé de coopérer, de travailler ensemble et d'aller de l'avant pour répondre aux vraies questions qui préoccupent les travailleurs ordinaires et leurs familles. J'ai hâte de travailler avec tout le monde de tous les partis et avec tous les députés pour bâtir un consensus et faire avancer le Canada.

Chers amis, je n'ai jamais été aussi fier de notre grand pays, et je suis honoré et ému qu'on m'ait demandé de le diriger. Nous allons gouverner comme nous l'avons annoncé en campagne: dans un esprit d'espoir et non de peur. Nous allons faire et y consacrer tout ce que nous pourrions. De temps à autre, nous commettrons même des erreurs.

Par contre, chaque jour, je peux vous assurer d'une chose: je vais me consacrer à faire du Canada un pays uni, plus fort, plus prospère et plus en sécurité. Le temps est venu, c'est le moment: demain, nous nous mettrons au boulot, pour les gens, pour les familles et pour les communautés, pour chacun de nous.

«Race d'épais!», dirait Duplessis

JEAN-PHILIPPE CHARTRÉ

Montréal

«Race d'épais!» Ce 23 janvier, plus d'un Québécois — et, par Québécois, j'entends ici la partie bien née de l'Amérique française — s'est répété pour lui-même ce cri d'apitoiement pathétique de Maurice Duplessis pendant les élections de 1939 et criant sa rage de ne pas recevoir un vaste appui du peuple qui inspirait ses efforts (je pense évidemment à ce Duplessis tel qu'il fut brillamment en scène par Denis Arcand dans sa célèbre télé-série). Le peuple du Québec avait alors donné le pouvoir au parti anglais contre l'Union nationale, conduisant la province sur le chemin de la guerre pour défendre les intérêts britanniques.

Dix circonscriptions tombent aux mains du Parti conservateur du Canada! Sur un simple signe du menton, le nouveau parti montant aura fait basculer des dizaines de milliers de voix francophones du Québec du côté fédéraliste. Nous disons — un signe du menton —, celui du souverain qui agit à sa guise la matière inintelligente qui compose son royaume, car comment appeler autrement ces poses magnanimes de Stephen Harper commandant par des phrases qui n'engagent à rien le soutien de Québécois qui veulent du changement pour le Québec dans un Canada fort et uni?

Comment ces «je vous ai compris» facétieux peuvent-ils tromper nos gens? N'avons-nous pas d'honneur dans l'est du Québec? On est en devoir de s'entendre du peuple du Québec qu'il ait définitivement

tourné le dos au Canada depuis, disons, 1982, ou l'humiliant Meech, ou l'humiliant Charlottetown, ou... Enfin, bref, sommes-nous si faciles à rallier dans un pays qui nous ignore et qui a le mauvais goût de prétendre accomplir autre chose qu'un dessein de marginalisation du fait français de son espace politique réel?

Décalage

Plusieurs souverainistes ont le cœur léger en pensant aux résultats de ces élections qui, enfin, vont rétablir le courant orangiste à Ottawa, condition favorable à la séparation définitive et naturelle de la mauvaise maison canadienne. Stephen Harper se cassant les dents sur une tentative mort-née de rétablissement du Québec dans l'axe fédéraliste, ou alors un Harper qui mettrait la hache dans les lois sur le bilinguisme absurde dans le décor de l'Ouest, suscitant ainsi une vague d'indignation populaire nous propulsant vers un référendum gagné avec un appui francophone d'au moins 65 % en faveur de l'indépendance: quel scénario inespéré qui nous permettrait de pallier notre manque d'hommes à la tête des forces souverainistes!

Pendant qu'on jubile en Beauce, on tringue aussi dans les cercles du nationalisme ultra. Peut-être n'a-t-on pas entièrement tort. Toutefois, si on compare le discours de fin de campagne de Gilles Duceppe à celui de Stephen Harper, on tremble.

D'un côté, le chef du parti souverainiste sur le front outaouais a parlé, la mine basse, du rôle positif du Bloc québécois dans la défense des intérêts du Québec; de l'autre, Harper a tendu la main, en gent-

leman, aux Québécois, du haut de la tribune d'un homme d'Etat donnant l'illusion efficace de pouvoir matérialiser ses promesses.

D'un côté, la velléité de souverainistes qui veulent être élus pour autre chose qu'une souveraineté urgente à réaliser pour l'avenir du peuple français en Amérique; de l'autre, la force conquérante fière d'ellemême, patriote, conservatrice, morale, droite, pleine d'un mouvement de ressourcement vital expulsant du corps national les venins libéraux.

Qui, chez les patriotes conservateurs du Québec, pourra ramener des enfers de la démission nationale ces votes francophones fuyant le camp de l'honneur et de l'identité politique assumée et triomphante?

Comme Duplessis déprimé par sa défaite l'avait fait au cardinal Villeneuve, il faudra expliquer aux deux seuls partis souverainistes, le Parti québécois et le Bloc, que leurs pertes électorales dépendent d'eux-mêmes, de leur décalage par rapport aux attentes du peuple.

Et s'ils veulent bien retenir autre chose que l'idéal masochiste d'un multiculturalisme version Québec dont nul personne saine d'esprit n'a envie, hormis quelques barons ethniques et quelques receveurs de subventions, ils polariseront les débats autour du destin empêché du Québec, empêché par le Canada par autre chose qu'une prétendue «différence de valeurs».

La différence de langue, d'histoire et d'identité cessera alors d'être évacuée des débats pour occuper sa place au centre des problèmes conduisant notre peuple à trancher la dernière part de liens politiques qui l'aviennent.

Sur fond d'élections palestiniennes

L'ancrage médiatique du Hamas

GRACIELA L. MARCLAY

Chercheuse associée à la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques

Le vendredi n'est pas seulement jour de repos et de prière. Pour les plus petits du monde arabe, c'est aussi le jour où ils peuvent jouer et regarder les émissions télévisées pour enfants. Il en est ainsi des filles et des garçons dont les yeux étincelants sont désormais rivés sur l'émission *Tonton Charaoui* (Uncle Sharawi) qui passe chaque vendredi matin sur les ondes de la nouvelle chaîne al-Aqsa.

Avec une couverture qui va de Khan Younés, au sud de la bande de Gaza, à Jérôme, au nord de la Cisjordanie, les émissions de cette chaîne privée ne sont pourtant pas anodines: ils affichent le sigle du dôme du Rocher et des épées croisées et sont probablement le moyen de propagande le plus efficace dont dispose le mouvement militant du Hamas à l'heure actuelle.

Bientôt, avec son éventuelle diffusion satellitaire, ce seront les téléspectateurs du monde arabe en entier qui, selon leurs allégeances et leurs croyances, pourront recevoir les messages du groupe militant. Nul besoin d'être Palestinien pour capter le message sous-jacent: «Le dôme du Rocher et les territoires de l'ancienne Palestine doivent revenir aux mains du peuple digne de ce nom, et ce, par tous les moyens possibles et disponibles.»

Or, même si les attentats suicide et les attaques armées à l'aveuglette sont autant d'actes répréhensibles et interdits par le droit humanitaire international, l'objectif derrière ces moyens représente pour beaucoup une cause jugée sacrée: il s'agit de la libération d'une nation par la résistance à l'occupation, ce qui comporte le retour sur les terres du troisième lieu saint de l'islam.

Suivant cette logique et dans le cadre d'une guerre éminemment asymétrique, ces moyens — aussi honnêtes soient-ils — deviennent des «actes légitimes» pour ceux qui les revendiquent: ils ne sont pas à mettre dans le même panier que ceux, décriés par les oulémas (chefs religieux), du terrorisme islamiste.

Depuis 2003

L'ancrage médiatique de l'idéologie du Hamas (acronyme de «Mouvement de la résistance islamique») n'est pas nouveau. Au symbole de la ville trois fois sainte de Jérusalem sont superposées, depuis des décennies, les images des jeunes Palestiniens dans les prisons israéliennes et celles des enfants qui jouent devant les chars de Tsahal.

En 2003, au milieu d'une deuxième intifada sanglante et devant l'incontournable influence du mouvement islamiste, l'Autorité palestinienne avait accordé un permis de diffusion au leadership politique du Hamas. Dès lors, l'emprise populaire du groupe est allée de pair avec le succès de sa *Vox d'al-Aqsa*, radiodiffusion intitulée ainsi en référence au nom de la mosquée de l'Esplanade du Rocher, site de signification prophétique.

Trois ans plus tard, les images d'al-Aqsa — à l'instar de la chaîne al-Manar du Hezbollah — ponctuent elles aussi les rites du vendredi. Pénétrant autant de foyers dans l'espace arabo-musulman, elles pourraient inculquer les puissants symboles de la résistance auprès des jeunes d'aujourd'hui pour en faire les militants de demain.

Prolongement de la résistance ou avancement d'un projet politique?

Si les principaux réseaux satellitaires arabes ont à ce jour refusé de diffuser la chaîne du Hamas, le potentiel d'endoctrinement demeure néanmoins incommensurable dans ce contexte.

Mettant les outils de la démocratie et les technologies des médias au service de la cause islamiste, les nouvelles ondes du Hamas ne sont pourtant pas dépourvues des signaux subliminaux propres à la lutte armée. Le message ainsi télédiffusé peut être lu non pas seulement comme une réponse au langage des Apache et F-16 israéliens mais comme une véritable arme de contre-propagande au message hégémonique d'une autre puissance d'occupation.

Alors que les actions de l'armée américaine visent à instaurer un nouvel ordre régional, la situation humanitaire sur le terrain continue de polariser le paysage idéologique et d'alimenter le discours des plus radicaux. Or la conduite de l'hégémonie, comme celle des autres puissances occidentales, représente pour tout observateur avisé un «double standard» qui dénote le manque de cohérence dans l'attitude de la communauté internationale au sens large. Tantôt contraignante et coercitive, tantôt complice des régimes clientélistes et garante de leur pérennisation, cette politique ne fait qu'attiser les sentiments anti-américains qui habitent déjà les recoins les plus sombres de la rue arabe.

Avec l'ère de l'information qui a apporté ses ondes satellitaires et semé des échoppes Internet dans les quartiers les plus populaires, la jeunesse arabe en devient d'autant plus consciente et désillusionnée. Devant la gouverne défaillante du Fatah et faute d'un engagement plus résolu de l'administration américaine pour briser le cercle vicieux du conflit israélo-arabe, le mouvement islamiste tendra à fournir pour nombre d'individus parmi cette jeunesse désœuvrée un régime idéologique et social de substitution.

Reste à voir si le Hamas saura traduire son message radical en projet politique constructif et viable: c'est sous la bannière du «changement et de la réforme» que le groupe se présente, pour la première fois, aux élections parlementaires aujourd'hui. Cela, bien sûr, selon la réalisation d'un quelconque exercice démocratique sous l'étranglement politique et sécuritaire israélien.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères, ou 1100 mots. Si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandree Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communis Internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux Soucy (Culture), Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (reporters), Renée Léo Guimont et Serge Paquin (reporters supplémentaires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cabaret Culture), Julie Carpentier (papier), Paul Bennett (papier cabaret spécial et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (média), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Frédérique Doyon (supplémentaire); à l'information économique: Gérard Berubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Kery (papier), Philippe Papineau (supplémentaire), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins (supplémentaire); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (supplémentaire parlementaire à Québec), Claude Lévesque, Guy Talbot (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste) à l'information politique: Hélène Buzzeri, Manon Corbeil et Alec Castonguay (correspondants parlementaires); Gilles Paré (directeur); Manon Derron, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochet (Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque, Marie-Hélène Alarie (secrétaires à la rédaction), Marlyse Hamelin, Alexandre Shields (communis); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derron, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochet (Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Claude Lévesque, Guy Talbot (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste) à l'information politique: Hélène Buzzeri, Manon Corbeil et Alec Castonguay (correspondants parlementaires); Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: François Bisson, Alexandre Gaudreau (coordonnateur à la promotion et à la sollicitation), Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, Caroline Starnid, L'ADMINISTRATION: Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furov, Ghislaine LaFleur, Claude Stévenne (adiante administrative), Claudine Chevrier, Monique Proseau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

HARPER

SUITE DE LA PAGE 1

Selon nos informations, Stephen Harper et son entourage n'ont pas l'intention de faire traîner en longueur le retour au travail des députés. «*Ça ne niaiera pas, ce n'est pas son genre*», explique une source près du premier ministre. Si la fin du mois de février circulait comme période possible de réouverture de la Chambre des communes, discours du trône en tête, il semble maintenant que le milieu du mois de mars soit davantage plausible. Le budget 2006-07, premier gros test du gouvernement Harper, pourrait être dévoilé peu après, soit vers la fin du mois de mars ou au début d'avril, lui qui est généralement rendu public en février.

C'est d'ailleurs pour souligner les longues journées qui s'annoncent et les inévitables périodes tumultueuses d'un gouvernement que les journalistes ont fait jouer une chanson de circonstance à Stephen Harper dans l'avion qui transportait hier toute l'équipe conservatrice et les médias de Calgary à Ottawa: *Under Pressure*, de David Bowie et Queen.

Cette pression des premiers jours sera toutefois allégée grâce à une équipe de transition qui en a vu d'autres. Stephen Harper a d'ailleurs souligné la «*vaste expérience en gestion gouvernementale*» de son équipe, à sa descente d'avion hier. Le nouveau premier ministre s'est assis dit «*en pleine forme*» après une bonne nuit de sommeil, lui qui n'est pas allé faire la fête avec les autres conservateurs au centre-ville de Calgary lundi soir. «*La famille est très excitée par l'avenir, comme j'espère tout le pays*», a-t-il dit dans une très courte allocution. Sa première conférence de presse est prévue demain.

Un groupe solide

Stephen Harper s'est entouré d'une équipe de transition formée de plusieurs anciens progressistes-conservateurs qui ont connu le pouvoir durant les neuf années de règne de Brian Mulroney. Le chef de l'équipe est Derek Burney, chef de cabinet de Mulroney de 1987 à 1989. Dans l'entourage de Harper, on décrit M. Burney comme un homme solide qui n'a pas peur de brasser la cage s'il le faut. Doué d'une grande expérience de l'appareil administratif, il a aussi été ambassadeur du Canada en Corée du Sud, au Japon et aux États-Unis (1989-1993). M. Burney a également dirigé les destinées de Bell Canada (1993-1999) et de CAE Inc. (1999-2004), deux multinationales basées à Montréal.

Quatre autres personnes seront avec lui, dont Camille Guilbault, ancienne chef de cabinet adjoint de Mulroney et membre des équipes de transition des villes d'Ottawa et de Montréal après les fusions municipales. Elle a également contribué à la fusion de l'Alliance canadienne et du Parti progressiste-conservateur en 2003-2004. Maurice Archédacon, un fonctionnaire de carrière qui a servi au Conseil privé sous Pierre Elliott Trudeau, John Turner et Brian Mulroney, est aussi du lot. Il est maintenant à la retraite. Ray Speaker, un ancien député provincial de l'Alberta, et Elizabeth Roscoe, professeur à l'université Carleton (qui a fait partie de l'équipe de transition de Mulroney en 1984), complètent l'équipe.

Ce groupe travaille étroitement depuis hier matin avec le nouveau premier ministre. D'autres proches de Harper seront aussi consultés en fonction de leur expérience dans certains dossiers, notamment la sénatrice Marjory LeBreton, qui était responsable des nominations sous Mulroney. Le vétérinaire progressiste-conservateur Hugh Segal, qui a contrôlé le bunker électoral du PC à Ottawa durant la campagne qui s'achève, ainsi que l'ex-premier ministre Brian Mulroney lui-même seront aussi consultés. Doug Finley, chef de cabinet adjoint de Harper, et Ian Brodie, chef de cabinet, donneront aussi certains conseils en lien avec les personnes disponibles dans le parti pour combler des postes, notamment dans les cabinets de ministres.

Discours de victoire

Lundi soir, après la victoire de Stephen Harper, des dizaines de conservateurs, autant des anciens bleus progressistes-conservateurs que des alliés ou des réformistes, ont fêté cette prise de pouvoir tant attendu dans un bar irlandais du centre-ville de Calgary. Auparavant, l'ancien chef du Reform Party, Preston Manning, avait chaleureusement félicité Stephen Harper pour sa victoire, eux qui ont créé le Reform Party ensemble en 1987.

C'était le début d'une longue aventure, qui s'est achevée dans la joie lundi pour le nouveau premier ministre, qui est passé en 15 ans d'un rôle d'universitaire qui remet sa maîtrise (1991) à celui de dirigeant du pays (il a 46 ans). Dans la salle du Telus Convention Centre, les électeurs de l'Ouest avaient l'impression lundi de terminer un long purgatoire de frustration, eux qui ne votent plus pour le Parti libéral depuis de nombreuses élections. Les dix comtés remportés par les conservateurs au Québec étaient la cerise sur le sundae. «*On est maintenant un vrai parti national, un parti rassembleur*», souligne d'ailleurs la députée albertaine Rona Ambrose.

Stephen Harper n'a d'ailleurs pas manqué de souligner cette facette de la victoire lors de son discours de lundi soir, qui a débuté à une heure du matin, heure de l'Est. Après avoir rappelé ses priorités comme premier ministre, il a ajouté: «*Ce qui importe véritablement plus, c'est d'entreprendre la tâche de rebâtir le fédéralisme dans la province du Québec. Je suis particulièrement fier que les anglophones et les francophones aient travaillé ensemble pour provoquer un véritable changement au Québec. Notre gouvernement bâtira une voix nouvelle et dynamique pour le fédéralisme au Québec. Et à la population de l'Ouest, laissez-moi dire une chose de façon claire: l'Ouest est maintenant intégré. Le Canada travaillera pour chacun de nous.*»

Stephen Harper a également promis aux Canadiens qu'il respecterait ses engagements, terminant son discours par un cri du cœur. «*Chers amis, je n'ai jamais été aussi fier de notre grand pays et je suis honoré et renversé qu'on m'ait demandé de le diriger. Nous allons gouverner comme nous l'avons annoncé en campagne, dans un esprit d'espoir et non de peur. Nous allons faire et y mettre tout ce que nous pouvons. De temps à autre, nous allons même commettre des erreurs. Par contre, chaque jour je peux vous assurer d'une chose: je vais me dédier à faire du Canada un pays plus uni, plus fort, plus prospère et plus en sécurité.*»

Le Devoir

DION

SUITE DE LA PAGE 1

preuve qu'il s'est penché sur la question. «*Ça prend d'abord une vision pour le pays, pas des pontifs creux comme on en entend souvent avec des langues de bois*». Il faut ensuite, selon M. Dion, être rassembleur et bon communicateur.

A titre de ministre de l'Environnement, M. Dion s'est attiré beaucoup de sympathie au sein du parti pour avoir fait du Sommet de Montréal sur le climat un succès international. «*Il est très populaire au Canada anglais. Au Québec, son accomplissement en décembre à la conférence de Montréal sur les changements climatiques lui a attiré des appuis, explique un libéral très bien branché sur le parti. Il n'aurait pas pour gagner, mais pour apporter un autre point de vue.*»

Au Québec, toutefois, Stéphane Dion traîne un bagage jugé négatif par certains. Il a échafaudé le plan B en guise de réponse au mouvement souverainiste québécois et a parrainé dans cette optique la loi fédérale sur la clarté dictant les conditions de sécession du Québec. Impopulaire, M. Dion? Il élude la question. «*C'est très superficiel parfois, la popularité des gens. Ça peut fondre comme neige au soleil dès l'instant où on leur demande d'être un peu plus précis sur ce qu'ils comptent faire.*» Selon lui, il faut plus que se demander quel candidat «*nous ramènera au pouvoir*». Il cite d'ailleurs le nouveau premier ministre Stephen Harper à titre d'exemple. «*M. Harper a mené une bonne campagne. Ce n'était pas quelqu'un qu'on considérait comme populaire, mais il est arrivé avec sa vision et on s'est dit qu'il avait l'air de quelqu'un qui sait ce qu'il dit et qui a l'air de croire ce qu'il dit. Il a fait une différence.*» Spécifiant qu'il n'est pas du tout d'accord avec la vision du chef conservateur, il n'en croit pas moins qu'il «*y a une leçon à prendre là*».

MYSTÈRE

SUITE DE LA PAGE 1

certaine époque», lance Simon Langlois, de l'Université Laval, à propos des résultats de lundi à Québec. La tempête bleue qui a soufflé sur la capitale traduit, au dire du sociologue, «*une réelle volonté de participer au pouvoir*». L'attrait du «*pouvoir exécutif, pas seulement le pouvoir d'influencer les décisions*», a été déterminant, selon lui.

«*Québec a l'expérience du pouvoir. Les ministres sont là, le parlement est là*», note Langlois. Ainsi, l'argument du «*vrai pouvoir*», dont a usé le Parti conservateur, a eu plus d'écho à Québec qu'ailleurs. «*Ce sont peut-être des sirènes, mais Harper a explicitement promis des postes de ministre à Josée Verner [dans Louis-Saint-Laurent] et à Maxime Bernier [dans Beauce].*»

Un deuxième facteur peut éclairer à la fois les déboires du Bloc et ce que certains qualifient de «*mystère de Québec*»: dans la capitale, l'appui à l'option souverainiste est toujours un peu moins fort que dans les autres régions francophones urbaines. Québec étant francophone à 98 %, on y ressentirait moins qu'à Montréal la «*précarité culturelle*». Vivant dans une «*assurance tranquille*», les habitants de la région de Québec seraient donc «*moins sensibles que les Montréalais à la menace qui pèserait sur le français ou à la nécessité de se donner un Etat mieux placé pour assurer l'intégration des nouveaux arrivants à la majorité*», écrivait-il avec son collègue Gilles Gagné, dans un texte récent où ils tentaient de décrypter «*l'énigme de Québec*» (leur expression).

Sur la rive sud de Québec, où toutes les circonscriptions ont affiché un vote conservateur important lundi, un autre élément a pu jouer: «*Le vieux fond bleu, même créditiste, dans Lotbinière notamment*», là où l'Action démocratique de Mario Dumont, sur la scène provinciale, est allé chercher trois sièges.

Conservatisme et opportunisme

Chose certaine, le «*mystère de Québec*» agace les souverainistes. De passage à l'Université Laval la semaine dernière, le chef péquiste André Boisclair s'est attardé aux insuccès du PQ à Québec. Selon lui, la «*complexité de la sociologie*» de la capitale ne serait pas en cause, «*ce qui manque, c'est du sang*».

CATALOGNE

SUITE DE LA PAGE 1

et la Gauche républicaine) afin de réviser le statut accordé à la Catalogne en 1979, après la mort de Franco. Pendant de longs mois, la proposition a été discutée en commission restreinte, puis votée en juillet 2005 par plus des deux tiers des députés du Parlement catalan. Seul le Parti populaire (de droite) s'y est opposé.

«*La proposition adoptée par le Parlement catalan diffère en deux points de l'accord politique intervenu cette semaine*, explique Juan Marcat. D'abord, le mot «*nation*» a été limité au préambule de la loi, contrairement à la proposition d'origine. Ensuite, la Catalogne n'obtient pas le privilège [que possèdent les Basques] de lever tous les impôts sur son territoire pour les redistribuer ensuite au niveau supérieur. C'est la raison pour laquelle les représentants de la Gauche républicaine (ERC), qui siègent à Barcelone, se sont dissociés de l'accord conclu cette semaine. Mais les socialistes ne désespèrent pas de convaincre ce parti indépendantiste.

En échange de ces concessions, les Catalans obtiennent la moitié des recettes de l'impôt sur le revenu et de la TVA (comparativement à 33 % et 30 % actuellement). La généralité percevra aussi 60 % des taxes spéciales sur l'essence, les tabacs et les boissons (comparativement à 35 % actuellement). Pour la première fois, la Catalogne aura des responsabilités en matière d'immigration. C'est elle qui accordera le permis de travail nécessaire au statut de résident.

Une liste qui s'allonge

En mars prochain, l'exécutif national du PLC se rencontrera pour décider de l'échéancier de la succession. Le parti dispose officiellement d'un an à partir de la démission de son chef pour organiser une course à la chefferie. Robert Fragasso, président de l'aile québécoise du PLC, conseillera à cette rencontre que l'élection ait lieu «*le plus vite possible*».

«*Malgré les finances — qui ne sont pas si mal — nous devons être vigilants et prêts à reprendre la route électorale à échéance rapprochée*», explique M. Fragasso. Lorsqu'on lui rappelle qu'il n'en tient qu'aux députés libéraux de ne pas renverser le gouvernement trop rapidement, M. Fragasso réplique que son parti a toujours été «*responsable dans sa façon de voter*». «*Ce ne serait pas responsable de tenir ce gouvernement en vie pour se trouver confortablement un chef*», dit-il.

Paul Martin rencontrera «*dans les prochaines heures*» son caucus et annoncera à ce moment s'il a l'intention de rester chef de son parti en attendant l'élection de son successeur. Il pourrait décider de céder sa place immédiatement et de laisser un chef intérimaire assumer les fonctions de leader de l'opposition officielle à la Chambre des communes. «*M. Martin souhaite passer le flambeau à quelqu'un d'autre à la Chambre des communes*», a indiqué Steven MacKinnon, directeur général du parti et conseiller dans la caravane de campagne de M. Martin.

Le nom de Bill Graham, ministre sortant de la Défense nationale, circule comme potentiel chef intérimaire. M. Graham a été réélu dans sa circonscription de Toronto-Centre lundi soir. La présidente défaite du caucus ontarien, Sarmite Bulte, n'a pas voulu s'aventurer sur cette pente. Elle se dit loyale envers Paul Martin jusqu'à son départ.

Jean Chrétien soulagé

Quelques sources interrogées hier ont indiqué que l'ex-chef libéral Jean Chrétien estimait que l'élection de plus de 100 députés à la Chambre des communes faciliterait le recrutement de candidats

de prestige pour la course. Et effectivement, les candidatures, non confirmées pour le moment, ne manquent pas.

Les plus connues sont celles de Frank McKenna, ex-premier ministre du Nouveau-Brunswick et actuel ambassadeur à Washington, Michael Ignatieff, le professeur de Harvard qui a plongé dans la politique il y a quelques mois à peine, et l'ancien ministre de la Justice Martin Cauchon. Les noms de Bob Rae, l'ancien premier ministre néo-démocrate de l'Ontario, et de John Manley, ex-ministre sous Jean Chrétien, circulent aussi, tout comme ceux des députés Joe Volpe et Maurizio Bevilacqua. Aucun n'a donné suite aux appels du *Devoir* hier. Seul M. Ignatieff a fait lundi soir une courte déclaration à la presse torontoise. «*Je ne veux pas penser, parler ou discuter de leadership*».

Les Belinda Stronach et Scott Brison sont également pressentis pour participer à la course, eux dont l'appartenance à la famille libérale remonte à quelques mois à peine. Mme Stronach avait brigué la chefferie du nouveau Parti conservateur en 2004 avant de traverser le parquet de la Chambre des communes pour éviter la défaite des libéraux. Quant à M. Brison, il avait rejoint les libéraux après la fusion de son Parti progressiste-conservateur avec l'Alliance canadienne. Les deux trafiqués ont servi comme ministre sous Paul Martin. «*Lorsqu'on a été ministre, on ne peut pas du jour au lendemain rester sur l'accotement et regarder la course*», explique une source au fait des diverses conversations ayant cours au sein du Parti libéral.

Une autre de ces sources très bien au fait des tractations dans les coulisses du parti déplore quand même la nouveauté de l'allégeance libérale de Belinda Stronach. «*Disons que ses racines dans le parti ne sont pas très profondes*», dit cette personne.

Au moins une source affiliée à ce qu'on appelle le clan Chrétien a dit souhaiter que la prochaine course en soit une «*d'idées, pas de machines*». M. Martin n'a rien gagné. Il a fait peur aux gens en gagnant les organisations de comté.

Le Devoir

neuf, «*de nouvelles images, de nouveaux messages*». «*Le supposé mystère de la région de Québec se poursuit*», écrivait hier sur son carnet Internet l'ancien député péquiste de Portneuf et ancien président de l'Assemblée nationale Roger Bertrand. «*Je dis "supposé", précisait-il, car [...] ce n'est pas si compliqué que cela. On remarque, dans l'histoire, un fond de conservatisme toujours présent dans cette région [...]. C'est ce qui ressort aujourd'hui, en plus d'une certaine habileté à voter souvent pour le parti qui a le plus de chances de se retrouver au pouvoir. Une région donc conservatrice et opportuniste.*»

Sociologie insultante

Toutes ces attentions sociologiques finissent par en insulter certains dans la capitale. Frédéric Tétu, candidat indépendant défait dans Louis-Hébert, élu de l'indépendant élu André Arthur (Tétu a aussi reçu l'appui public de l'ex-animateur Jeff Fillion), rétorque: «*Mais qu'est-ce qui se passe donc à Montréal pour qu'on s'étonne qu'il y ait de la diversité au Québec? Pourquoi faudrait-il que tout le monde se comporte comme à Montréal?*» Selon ce professeur de philosophie du cégep Garneau, la question «*Qu'est-ce qui se passe à Québec?*» ne procède d'aucune «*curiosité saine, sympathique, c'est une sorte de crispation dédaigneuse*». Il trouve curieux que les Montréalais, qui aiment «*tant plastronner leur amour de la diversité*», finissent par manquer d'ouverture. «*Ils devraient s'ouvrir à l'altérité de Québec. Mais on le sait, une telle chose est bien difficile pour des insulaires*», dit-il avec ironie, en rappelant qu'il a lui-même étudié quatre ans à l'université McGill.

Par ailleurs, M. Tétu prend le contre-pied du sociologue Langlois. Selon lui, c'est la proximité même du pouvoir qui rend les Québécois de Québec plus «*pragmatiques*». «*À Québec, quelque 40 % des salaires sont payés par l'État. Or, depuis 25 ans, celui-ci n'offre que gels et compressions. Le monde, ici, a compris que l'État, ça avait des limites*», explique celui qui se définit comme un «*libertarien*». D'où leur attitude plus axée sur le «*gros bon sens*», que des personnages comme André Arthur et Mario Dumont réussissent à canaliser politiquement.

Arthur avertit Harper

Élu haut la main dans Portneuf lundi, l'ex-animateur de radio André Arthur estime «*méprisante*» la question «*Qu'est-ce qui se passe à Québec?*»; mépris qui s'est manifesté selon lui lundi soir dans «*les âneries*

d'animateurs montréalais comme Claude Charron», de TVA. «*Encore plus drôle: quand il a annoncé que j'étais en avance, Bernard Derome s'est étouffé. [...] Je change de poste, [Pierre] Bruno, en annonçant la même chose, s'étouffe à son tour. Avouez que, comme acte manqué, pour parler comme Freud, c'est dur à battre.*»

Par ailleurs, l'ex-animateur de radio n'était pas élu depuis 24 heures qu'il enjoignait déjà au nouveau premier ministre Stephen Harper de respecter sa promesse d'annuler la fermeture de la station CHOI-FM, où Jeff Fillion travaillait jadis. Pourtant, pendant la campagne, M. Arthur avait bien dit que ce dossier «*n'intéressait pas ses concitoyens*», que ce n'était pas dans leurs priorités.

Pourquoi commencer par cela, hier? «*Parce que c'est urgent*», a-t-il répondu, en s'expliquant: «*Si demain matin la Cour suprême décidait de ne pas entendre l'appel, dans les dix minutes ce serait la fin d'une entreprise qui valait 20 millions de dollars. [...] Une amende de 20 millions de dollars pour des paroles, alors qu'il n'y a pas de juge qui s'est prononcé, ce n'est pas acceptable dans une société libre.*» Or, dans l'opposition, Stephen Harper avait promis de renvoyer le dossier devant le CRTC pour réévaluation dès son arrivée au pouvoir. M. Arthur dit donc y voir «*le premier vrai test de l'intégrité de Harper pour les gens de Québec*».

Au reste, l'ex-animateur, qui se présente avant tout comme un «*chauffeur d'autocar*», avoue être à la «*recherche active*» d'un micro, lui qui a été congédié en décembre de CKNU lorsque cette station a été achetée par Radio-Nord. Il veut refaire de la radio et ne compte pas aller trop souvent «*user son fond de culotte à écouter les âneries à la Chambre des communes*». Sillonner sa circonscription et y organiser des «*town meetings*» à l'américaine — des assemblées publiques locales — est préférable selon lui. Son «*saint patron*», dit-il, est l'ancien député indépendant feu Chuck Cadman, de Surrey en Colombie-Britannique, qui demandait toujours l'avis de ses commettants avant de voter à la Chambre.

Le Devoir

Ce n'est pas l'avis de tous. Le porte-parole du Parti populaire au Parlement de Madrid, Eduardo Zaplana, parle plutôt de «*fraude constitutionnelle*». Il y a quelques mois, des militants de ce parti ont même lancé un mouvement de boycottage des produits catalans. «*Ils ne veulent pas de nous, nous nous passerons d'eux*», disaient-ils. Les ventes de cava (le champagne catalan) en auraient souffert à Noël.

Dans l'armée, deux militaires ont été récemment rappelés à l'ordre et sanctionnés pour avoir déclaré publiquement que ce n'étaient que des négociations menaçant l'unité du pays. Le chef d'état-major de l'armée de terre, José Mena Aguado, a fait huit jours d'arrêt avant d'être mis à la retraite anticipée. L'armée espagnole ne défend plus «*l'Espagne des rois catholiques*» mais «*les Espagnols, en accord avec la Constitution et le pouvoir élu*», a rappelé le ministre de la Défense, José Bono.

Le premier ministre José Luis Zapatero a bien invité le Parti populaire à se rallier lorsque viendra le moment du vote au Parlement. Mais il a peu de chances d'être entendu. Depuis le début des négociations avec Barcelone, les socialistes ont perdu plusieurs points dans les sondages et sont aujourd'hui à égalité avec le Parti populaire. Dès que les Catalans se seront prononcés par référendum, ce dernier pourrait d'ailleurs en appeler de la loi devant le tribunal constitutionnel.

«*Je ne crois pas que le tribunal ait le culot d'annuler une loi adoptée par la majorité absolue des députés espagnols et un référendum en Catalogne*», dit Juan Marcat. Mais on ne sait jamais...

Correspondant du Devoir à Paris

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés

au 2050, rue De Bleury, 9^e étage,

Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333

Par télécopieur 514-985-3360

Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399

Par télécopieur 514-985-3390

Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344

Par télécopieur 514-985-3340

Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322

Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355

du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30

Par télécopieur 514-985-5967

Par courriel abonnements@ledevoir.com

Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346

Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié le lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval, École de Publication — Enregistrement et Régulation — Bibliothèque nationale du Québec.